

EL MOUDJAHID

LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE



4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

GRANDIOSE CÉRÉMONIE D'OUVERTURE, JEUDI DERNIER AU CIC

FERVEUR AFRICAINE À ALGER

LIRE NOTRE DOSSIER DE LA PAGE 2 À PAGE 18

LE PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE,
À L'INAUGURATION
OFFICIELLE DE L'IATF-2025 :

«L'AFRIQUE,
C'EST
L'AVENIR !»



Ph. : Nesrine

● 13 CHEFS D'ÉTAT, VICE-PRÉSIDENTS, PREMIERS MINISTRES, AINSI QUE DEUX ANCIENS PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE ONT ÉTÉ ACCUEILLIS PAR LE PRÉSIDENT ABDELMADJID TEBBOUNE



LE PREMIER MINISTRE PAR INTÉRIM, SIFI GHRIEB,
AUX DIASPORAS AFRICAINES :

«JE SALUE VOTRE PARTICIPATION»

P. 6



DISCOURS
DU PRÉSIDENT
ABDELMADJID
TEBBOUNE
À L'IATF

LES MOTS ET LA VISION

■ LIRE L'ANALYSE DU MINISTRE DE LA
COMMUNICATION, MOHAMED MEZIANE

P. 5



OBASANJO SALUE
UNE ÉDITION HISTORIQUE

P. 11

UNE
COUVERTURE
MÉDIATIQUE
EXCEPTIONNELLE

P. 17

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

PRÉSIDENTS, VICE-PRÉSIDENTS, PREMIERS MINISTRES ET DE TRÈS HAUTS RESPONSABLES AFRICAINS À ALGER

LE PRÉSIDENT ACCUEILLE 13 CHEFS D'ÉTAT ET DEUX ANCIENS PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE

■ HASNA YACOUB

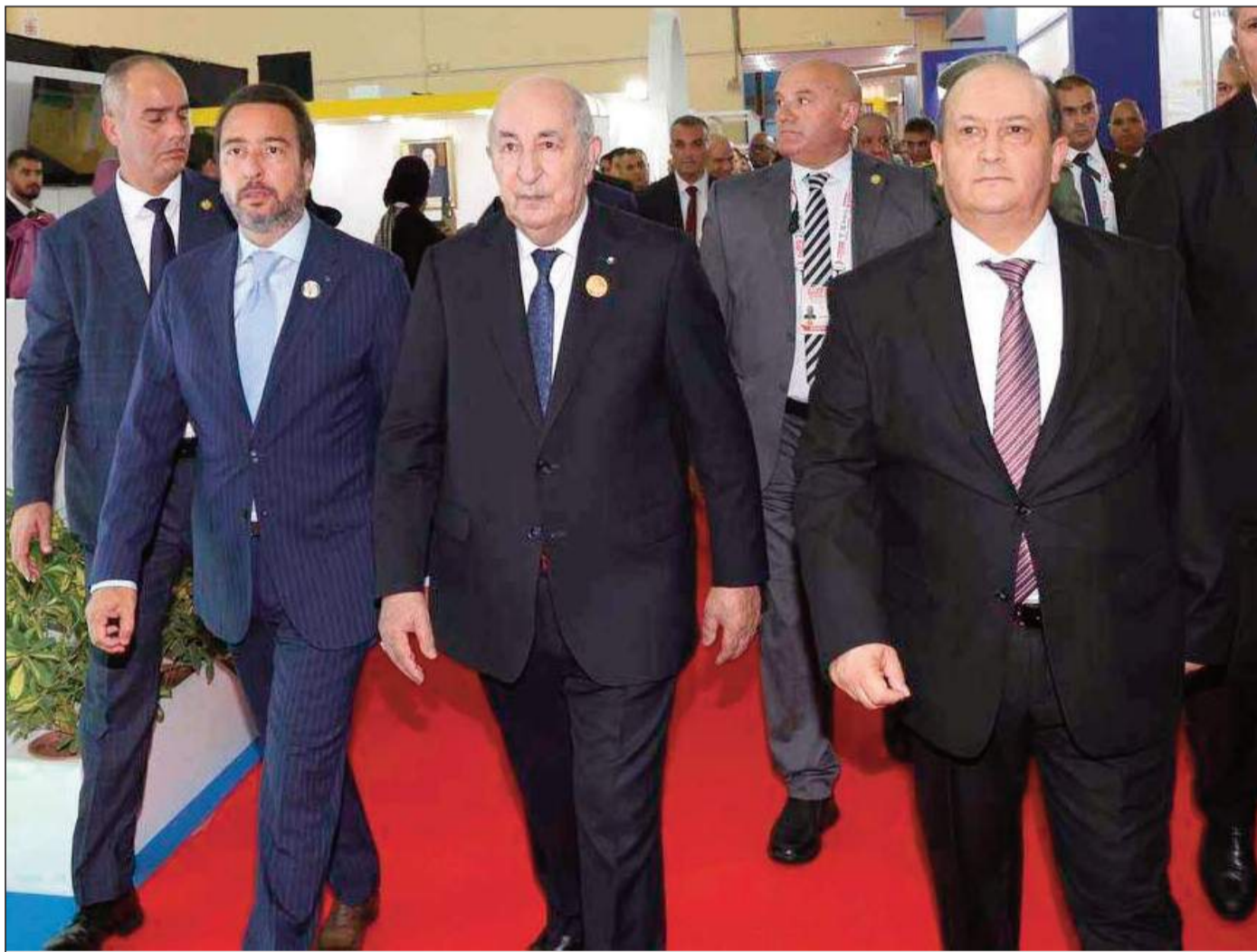
Tous les regards sont braqués sur Alger depuis jeudi. La capitale redevient le centre d'une diplomatie africaine audacieuse et ambitieuse. À l'occasion de la 4^e édition de la Foire intra-africaine, les délégations affluent sans relâche : 13 chefs d'État, vice-présidents, Premiers ministres, deux anciens

chefs d'Etat et des responsables économiques venus de tout le continent. En l'espace de quelques jours, le président Abdelmadjid Tebboune a multiplié les rencontres de haut niveau. L'Algérie entend reprendre son rôle sur la scène africaine. Alger se positionne ainsi en point de convergence pour une Afrique en quête de repères et de leader-

ship. Au-delà de la diplomatie, c'est une conviction profonde qui s'exprime : l'Afrique doit trouver en son sein les moteurs de son unité et de son développement. Pour beaucoup, ce rôle revient naturellement à l'Algérie, sous la présidence d'Abdelmadjid Tebboune.

H. Y.

LE CHEF DE L'ÉTAT VISITE LES STANDS DE L'IATF-2025



Le président de la République a visité, jeudi soir au Palais des expositions des Pins maritimes, les différents stands de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient sous le slogan «Passerelle vers de nouvelles opportunités».

Abdelmadjid Tebboune était accompagné du Premier ministre par intérim, Sifi Ghrieb, de membres du gouvernement et de hauts responsables de l'Etat, ainsi que du président du Conseil consultatif de l'IATF, l'ancien président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, du commissaire de la Foire, Larbi

Latrèche, et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

A cette occasion, le chef de l'Etat a visité les stands d'entreprises nationales publiques et privées, de start-up et d'institutions et organismes africains, ainsi que celui de l'Union africaine.

L'ALGÉRIE ET LA DÉFENSE DES CAUSES AFRICAINES

UNE VIDÉO DIFFUSÉE

Les participants à l'ouverture de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ont suivi, jeudi au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, la diffusion d'une vidéo qui a mis en avant les positions de l'Algérie indépendante dans la défense des causes africaines.

Cette vidéo a mis en lumière l'engagement constant de l'Algérie indépendante à défendre les causes africaines, incluant des extraits des discours du défunt président Houari Boumediene, dans lesquels il insistait sur la nécessité de libérer l'économie des pays africains.

Parmi ces extraits, l'ancien président affirmait que «tant que l'économie des pays africains reste dépendante des pays qui les ont colonisés, cela constituera un danger et un obstacle empêchant le développement et la croissance de ces relations».

LE NIGERIA, PAYS HÔTE DE L'IATF-2027

La ville nigérienne de Lagos abritera la 5^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en 2027, a-t-on annoncé, ce jeudi, à l'ouverture des travaux de la 4^e édition de la Foire, sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Le pays hôte de la cinquième édition a été dévoilé à travers une vidéo diffusée lors de la cérémonie d'ouverture de la quatrième édition, en présence des chefs d'Etat et des chefs de délégations participantes, des invités de l'Algérie, ainsi que de hauts responsables de l'Etat et de membres du gouvernement.

L'Egypte avait accueilli les première et troisième éditions de l'IATF en 2018 et 2023, tandis que l'Afrique du Sud avait accueilli la deuxième édition en 2021.

EL MOUDJAHID

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Edité par l'EPE-SPA

EL MOUDJAHID

au capital social de 200.000.000 DA
20, rue de la Liberté, Alger

Président-Directeur Général
Directeur de la publication
Brahim TAKHEROUBTE

DIRECTION GENERALE
Téléphone : 021.73.79.93 - Fax : 021.73.89.80
REDACTION EN CHEF
Téléphone : 021.73.99.31 - Fax : 021.73.90.43
Internet : <http://www.elmoudjahid.dz>
E-mail : elmoudjahid@elmoudjahid.dz

BUREAUX REGIONAUX

ORAN
Maison de la Presse
3, place du 1^{er} Novembre - Tél. : (041) 29.34.94
ANNABA
2, rue Condorcet - Tél. : (038) 45.12.32
BORDJ BOU-ARRERIDJ
Ex-siège de la wilaya
Rue Mebarkia-Smail, B.B.A. 34000
Tél/Fax : (035) 68.69.63
SIDI BEL-ABBES
Maison de la presse Amir-Benaïssa
Immeuble Le Garden, S.B.A.
Tél/Fax : (048) 54.42.42
BEJAIA
Bloc administratif, rue de la Liberté. Tél/Fax : 034.12.97.88

TIZI OUIZOU :
Cité Mohamed-Boudiaf (ex-2000 logts) Bâtiment 3, 1^{er} étage, Nouvelle ville
Tél. - Fax : (026) 21.73.00
MASCARA : Maison de la Presse
Rue Senouci-Habib
Tél.-Fax : (045) 75.27.50

PUBLICITE

POUR VOTRE PUBLICITE, S'ADRESSER A :
l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de
Publicité «ANEI»
Agence ANEP : 01, avenue Pasteur-Alger
Tél. : (020) 05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : (020) 05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
ORAN : 3, rue Mohamed-Khemisti
Tél. : (041) 39.10.34. Fax : (041) 39.19.04 - Téléc : 22.320
agence.oran@anep.com.dz
ANNABA : Centre d'affaires El Djouhara, 9 Avenue de l'ALN
Tél. : (038) 43.67.69 ou 72 - Fax : (038) 43.67.67
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Régie publicitaire
EL MOUDJAHID
20, rue de la Liberté, Alger - Tél./Fax : 021.73.56.70

ABONNEMENTS

Pour les souscriptions d'abonnements, achats de journaux ou commandes de photos, s'adresser au service commercial : 20, rue de la Liberté, Alger.

COMPTES BANCAIRES

Agence CPA Che-Guevara - Alger
Compte dinars n° 00 400 102 401 703 860 117
Agence BNA Liberté
Tél. : 021.73.94.82
Est : SARL «K.D. Ps.»
Tél-fax : 044.38.11.39
Mobile : 0550.55.21.27
Ouest : EURL KHALED DIFFUSION
Mobile : 0668.37.37.69
Béchar : EURL KHALED DIFFUSION
Mobile : 0668.37.37.69
Ouargla : EURL BENKANOU DIFFUSION
Tél. : 029.76.10.88 / Mobile : 0798.31.25.38
France : IPS (International Press Service)
Tél. 01-46-07-63-90

EL MOUDJAHID
Siège social : 20, rue de la Liberté, Alger

IMPRESSION

Édition du Centre : Société d'Impression d'Alger (SIA)
Édition de l'Est : Société d'Impression de l'Est, Constantine
Édition de l'Ouest : Société d'Impression de l'Ouest, Oran

Édition du Sud :
Unité d'Impression de Ouargla (SIA)
Unité d'Impression de Béchar (SIA)

DIFFUSION

Centre : EL MOUDJAHID
Tél. : 021.73.94.82
Est : SARL «K.D. Ps.»
Tél-fax : 044.38.11.39
Mobile : 0550.55.21.27
Ouest : EURL KHALED DIFFUSION
Mobile : 0668.37.37.69
Béchar : EURL KHALED DIFFUSION
Mobile : 0668.37.37.69
Ouargla : EURL BENKANOU DIFFUSION
Tél. : 029.76.10.88 / Mobile : 0798.31.25.38
France : IPS (International Press Service)
Tél. 01-46-07-63-90

L'édition du 4 Septembre a été tirée à 12.400 exemplaires.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation...

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBREGRANDIOSE CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE LA 4^e ÉDITION

FERVEUR AFRICAINE À ALGER

Plus qu'un simple rendez-vous économique, cette manifestation d'envergure a été rehaussée par une constellation de dirigeants africains et de hauts représentants de l'Union africaine, (UA), de la ZLECAf, de l'Afreximbank et de plusieurs ambassadeurs du corps diplomatique accrédité en Algérie.

■ KARIM AOUDIA

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a présidé, jeudi, la cérémonie officielle d'inauguration de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025) qu'accueille l'Algérie jusqu'au 10 du mois courant. Plus qu'un simple rendez-vous économique, cette manifestation d'envergure, qui s'est déroulée dans une ambiance vibrante d'énergie et d'enthousiasme, a rassemblé quelque 6.000 invités, parmi les différentes délégations, venus des différents horizons du continent, rehaussée par une constellation de dirigeants africains, de hauts représentants de l'Union africaine, (UA), de la ZLECAf, de l'Afreximbank et de plusieurs ambassadeurs du corps diplomatique accrédité en Algérie. Devant une salle archicomble, le Président Tebboune a prononcé un discours qui restera sans nul doute comme l'un des plaidoyers majeurs cristallisant l'engagement constant de l'Algérie en faveur d'une Afrique unie, forte et influente. Tout en rappelant les réalisations consacrées, ces dernières années, tels l'activation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'adhésion de l'UA au G20 et l'établissement de relations de partenariat avec les grandes puissances et organisations économiques dans le monde, Abdelmadjid Tebboune a soutenu, arguments à l'appui, que «beaucoup de chemin reste à parcourir, pour réparer les injustices historiques envers l'Afrique et permettre au continent de prendre la place qui lui sied dans l'économie mondiale», réaffirmant avec force conviction que «l'Afrique représente l'avenir». Le chef de l'État a également mis en avant les efforts que l'Algérie a consentis en faveur d'une meilleure émancipation socioéconomique des pays de la région du Sahel et dont l'impact escompté est, d'une part, de promouvoir une meilleure intégration africaine, et de contribuer, d'autre part, à relever le défi du continent au profit des générations actuelles et futures. Dans ce cadre, le président de la République a, notamment, cité la route transsaharienne, le gigantesque projet du gazoduc reliant l'Algérie au Nigeria, le projet de dorsale transsaharienne à fibre optique, les projets des lignes ferroviaires reliant le Sud algérien avec le Mali et le Niger, la création de cinq zones franches avec les pays frères du Maghreb et de la région sahélo-saharienne.

Il évoquera, aussi, le lancement de liaisons aériennes et maritimes entre les capitales africaines et l'ouverture de succursales de banques algériennes dans différents pays africains. Le principe de solidarité qui a toujours prévalu dans les relations bilatérales et multilatérales qu'entretient l'Algérie avec les États africains a été également évoqué, modestement, dans les propos du président de la République, qui a rappelé, à ce titre, «l'Al-



gérie est fière d'avoir contribué, depuis son indépendance, à la formation de pas moins de 65.000 cadres africains, convaincue de l'importance d'œuvrer au développement du continent». «Dans un passé pas très lointain, rappelle encore le Président Tebboune, l'Algérie a également décidé de l'effacement des dettes de 14 pays africains d'une valeur de 1,5 milliard de dollars.» Magistrale et digne d'une véritable feuille de route, retraçant une vision fédératrice efficiente au bénéfice de la prospérité des États africain, de leur émancipation socioéconomique et de la consolidation de leur résilience face un contexte

Réaffirmant avec force conviction que l'Afrique représente l'avenir, le chef de l'État a mis en avant les efforts que l'Algérie a consentis en faveur du continent.

mondial sensible et délicat, le discours du président de la République a été précédée par d'autres allocutions, où les intervenants ont salué unanimement le rôle catalyseur qu'assure l'Algérie sous la conduite du Président Tebboune. C'est, notamment, le cas pour Olusegun Obasanjo, ancien Président nigérian et figure tutélaire du panafricanisme et actuel président du Conseil consultatif de l'IATF, qui a salué la vision du chef de l'État dans l'impulsion du processus de développement économique au sein du continent. Il a aussi exprimé sa profonde gratitude à l'égard du Président Tebboune, «pour sa généreuse coopération avec les instances organisatrices, en vue d'assurer la réussite de cette quatrième édition». Obasanjo a aussi rappelé que les trois précédentes éditions avaient débouché sur des accords commerciaux et d'investissement de plus de 120 milliards de dollars et plusieurs projets intra-africains fructueux, se disant convaincu que l'édition d'Alger verra la signature de plus d'accords, d'autant qu'elle enregistre une participation record de 48 pays

africains, soit le plus grand nombre enregistré depuis le lancement de cet événement en 2018. Il a par ailleurs annoncé le choix de la ville nigériane de Lagos, pour abriter la 5^e édition de l'IATF en 2027. Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, s'est dit très optimiste quant au succès éclatant attendu de l'édition d'Alger. Dans son allocution, lue en son nom par la vice-présidente de la Commission de l'UA, Malika Selma Haddadi, il a insisté sur la dimension stratégique de ce rendez-vous, qui s'inscrit dans la trajectoire de l'Agenda 2063. Rappelant le succès grandissant de l'IATF depuis sa création, avec une progression des engagements commerciaux de 32 à 42 milliards de dollars, malgré la pandémie, il a aussi réaffirmé l'engagement de l'UA, en coordination avec la ZLECAf et Afreximbank, à soutenir ce processus de développement et d'intégration économiques. Même son de cloche du côté de Benedict Oramah, président d'Afreximbank, pour qui l'organisation exemplaire de l'édition algérienne de l'IATF «reflète la confiance des dirigeants africains en l'Algérie» et participe d'un tournant majeur vers l'indépendance économique du continent. «Je remercie le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et l'Algérie, pour ce succès dans l'organisation de l'exposition africaine dans laquelle nous nous rencontrons pour les investissements et pour notre continent», a-t-il soutenu, dans son allocution.

Et d'appuyer : «Des Algériens tels que Ben Bella, Larbi Ben M'hidi et Mohamed Khider ont sacrifié leur vie pour l'indépen-

dance et la liberté de l'Algérie, et, aujourd'hui, sous la direction du Président Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie et notre continent assistent à un changement sans précédent dans la relance de leur économie.»

Se félicitant de la qualité de l'accueil réservé à pas moins de 30.000 visiteurs et de plus de 2.000 exposants venus du monde entier, il a terminé son intervention, en remerciant la participation des chefs d'État et de gouvernement africains, «ce qui reflète la confiance des dirigeants africains en l'Algérie et en la Commission de l'Union africaine, pour améliorer le commerce interafricain et l'indépendance économique de notre continent», a-t-il dit.

La cérémonie officielle de l'inauguration a été marquée, en outre, par la séance-débat présidentielle, présidée par le Président Tebboune, sur la ZLECAf. Ont participé à cette séance interactive, les Présidents du Tchad, Mahamat Idriss Déby, du Mozambique, Daniel Chapo, de la Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, de la Tunisie, Kaïs Saïed, le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi, la vice-Présidente de la Namibie, M^{me} Lucia Witbooi, le vice-Président du Kenya, Kithure Kindiki, l'ancien Président du Niger, Mahamadou Issoufou, le Premier ministre du Burundi, Nestor Ntahontuye, le Premier ministre de la Grenade, M. Dickon Mitchell. Dans une déclaration à la presse, au terme de la cérémonie d'inauguration de l'IATF, le Président Tebboune a mis l'accent sur «l'importance de la contribution de la jeunesse africaine au développement du continent», rappelant que «la population est constituée majoritairement de jeunes». «Cet événement est organisé pour les jeunes qui constituent 70% de la population du continent et qui doivent jouer un rôle de premier plan dans l'édification de l'Afrique», a-t-il affirmé.

K. A.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'INAUGURATION OFFICIELLE DE L'IATF-2025 :

«L'AFRIQUE, C'EST L'AVENIR !»

Le chef de l'État a rappelé la conviction profonde de l'Algérie que le continent doit cesser de subir les déséquilibres mondiaux, pour devenir acteur central du développement planétaire.

■ KARIM AOUDIA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a plaidé, jeudi à Alger, en faveur d'une vision fédératrice pour une Afrique forte et influente, soulignant la volonté de l'Algérie de contribuer activement à cette vision ambitieuse. Présidant la cérémonie d'ouverture de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025), au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, le Président Tebboune a livré un discours historique d'une rare intensité politique. S'exprimant devant un parterre de responsables africains et d'invités internationaux, le chef de l'État a plaidé pour une Afrique portée par une conscience collective et une volonté unificatrice. «L'Afrique représente l'avenir», a-t-il affirmé, rappelant la conviction profonde de l'Algérie que le continent doit cesser de subir les déséquilibres mondiaux, pour devenir acteur central du développement planétaire. Ce message prend une résonance particulière dans une conjoncture internationale marquée par l'instabilité, la compétition acharnée pour les ressources, les convoitises qui s'accroissent particulièrement sur ce que le continent africain recèle comme richesses et matières premières, et ce dans un contexte de recompositions géopolitiques aux lendemains incertains.

Un contexte que le Président Tebboune a tenu à souligner d'entrée, clairement et sans détour. En effet, tout en indiquant que l'Algérie était fière d'accueillir cette 4^e édition de l'IATF, le chef de l'État a pris le soin de préciser que cette manifestation économique de dimension continentale intervient dans «une conjoncture mondiale très sensible et délicate, où les événements s'accroissent à un rythme sans précédent». Pour le président de la République, la 4^e édition de l'IATF ne pourrait en aucun cas être considérée comme une foire ordinaire. «Bien plus qu'un simple événement, cette édition se veut l'incarnation de la conscience collective qui nous anime tous, pour édifier un continent intégré, un continent à la volonté forte et influent dans son environnement régional et international», a-t-il estimé. Rappelant les réalisations et les acquis accomplis au niveau continental durant ces deux dernières décennies, notamment l'activation de la Zone de libre-échange (ZLE-CAf), l'adhésion de l'Union africaine (UA) au G20 et

l'établissement de relations de partenariat avec les grandes puissances et organisations économiques dans le monde, le président de la République a dressé un constat lucide, presque sévère de la marginalisation que subit encore le continent, malgré ses richesses et son potentiel démographique. Avec seulement 6,5% des droits de vote au FMI, 11% à la Banque mondiale et moins de 3% du commerce mondial, l'Afrique de-



Ph. A. Asselah

meure sous-représentée dans les grandes instances décisionnelles à l'international. Ce qui est insignifiant, a martelé le Président Tebboune, arguant des ressources dont dispose le continent, lesquelles «représentent 30% des ressources naturelles mondiales, en sus d'une population de plus de 1,5 milliard, qui en fait un immense marché émergent», a-t-il dit. Le contraste est d'autant plus saisissant, lorsque le président de la République révèle que la part de l'Afrique dans le flux des investissements mondiaux ne dépasse pas les 94 milliards de dollars par an, moins de 6% du flux total, soit «la plus faible part au monde». De ce fait, le chef de l'État considère que «du chemin reste encore à parcourir, pour réparer les injustices historiques envers l'Afrique et permettre au continent de prendre la place qui lui sied dans l'économie mondiale». Pour transformer ce challenge en réalité palpable, Abdelmadjid Tebboune a exhorté ses pairs parmi les dirigeants africains «à fédérer leurs efforts, pour permettre au continent de contribuer à la décision économique internationale

et de sortir de la marginalisation». Pour le président de la République, «le profond manque en infrastructures de transport, d'énergie, de communication et de financement dont souffre le continent africain ne doit pas entamer notre détermination, mais constituer une motivation supplémentaire, pour mobiliser nos capacités collectives et transformer notre réalité continentale en succès en matière de développement». Pour au-

tant, il y a encore des réalités contraignantes en Afrique qui doivent disparaître à jamais. Parmi celles-ci, le Président Tebboune a déploré celle de transiter par une ville européenne pour aller d'une capitale africaine à une autre qui se trouve dans le même continent. D'un ton ferme, il a aussi fait savoir que l'heure a sonné, pour que l'Afrique se débarrasse de cette image de champs d'expérimentation au service du développement des autres. «Ceux qui demandent à ce que cesse l'émigration clandestine, doivent contribuer efficacement au développement du continent», dit encore le chef de l'État.

Dans son discours, le Président Tebboune a mis en relief, par ailleurs, le fait que l'Algérie demeure fidèle à sa tradition de solidarité africaine et qu'elle entend aujourd'hui encore jouer un rôle de catalyseur au bénéfice du développement du continent. Il a énuméré, en ce sens, une série de mégaprojets destinés à changer le visage du continent, notamment la route transsaharienne, le gazoduc Algérie-Nigeria, la dorsale transsaharienne de fibre optique ou encore les futures lignes ferroviaires reliant l'Algérie au Mali et au Niger. Ces infrastructures, tout comme l'ouverture de liaisons aériennes et maritimes, et la création de cinq zones franches, visent à briser l'isolement, favoriser les échanges et à bâtir une véritable intégration régionale, a-t-il estimé. Ces annonces ne sont pas que techniques, elles révèlent une stratégie. L'Algérie se positionne en hub de connectivité, reliant le Ma-

ghreb, le Sahel et l'Afrique subsaharienne. Ce rôle de trait d'union confère au pays une responsabilité historique, mais aussi une opportunité de renforcer son influence sur la scène africaine. Au-delà des infrastructures, le président de la République a mis en avant une dimension essentielle, l'investissement humain en l'occurrence. L'Algérie a déjà

Le Président a aussi fait savoir que l'heure a sonné pour que l'Afrique se débarrasse de cette image de champs d'expérimentation au service du développement des autres.

formé plus de 65.000 cadres africains et effacé la dette de 14 pays, pour un montant de 1,5 milliard de dollars, a-t-il rappelé. Ces actions traduisent une approche solidaire et désintéressée, héritée du panafricanisme algérien des premières

heures, a-t-il fait savoir. «L'avenir de l'Afrique repose sur la capacité collective de ses pays à mettre en place une infrastructure intégrée», a-t-il insisté, soulignant que seule la coopération permettra de transformer le rêve d'une Afrique prospère en réalité tangible. Dans cette optique, le chef de l'État a mis en avant les capacités permettant à l'Algérie de contribuer au développement du continent, notamment à travers la possibilité pour les ports algériens de recevoir, d'ici 5 ou 6 ans, des marchandises en provenance des pays africains enclavés.

Pour clôturer son discours, le président de la République s'est adressé aux dirigeants et responsables africains participants, les invitant à faire de cette 4^e édition de l'IATF, «un nouveau départ et une ère renouvelée, où nous nous donnons la main pour avancer à pas sûrs vers une Afrique forte, solidaire et prospère».

K. A.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAIN - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

DISCOURS DU PRÉSIDENT ABDELMADJID TEBBOUNE À L'IATF

LES MOTS ET LA VISION

Dans cette analyse, le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, décrypte avec lucidité le dernier discours que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a prononcé, jeudi dernier, à l'ouverture de la 4^e édition de la Foire du commerce intra-africain (IATF-2025), au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal. Alliant analyse méthodique et vision prospective, le Dr Meziane a trouvé les mots justes pour relever les faits saillants de ce discours. Mieux, il a su mettre en perspective et souligné la portée stratégique de cette allocution qualifiée à juste titre d'historique.



■ PAR MOHAMED MEZIANE
Ministre de la Communication

Tout au long de son allocution inaugurale marquante, qualifiée d'historique, à la 4^e édition de la Foire du commerce intra-africain (IATF-2025), jeudi 4 septembre 2025, au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, appelant à une nouvelle ère de souveraineté et de développement pour le continent africain, devant une salle archicomble de participants et d'invités, dont plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement du continent, la démarche adoptée par le Président Abdelmadjid Tebboune dans son plaidoyer était claire, constante et fondée sur une approche inclusive et multidimensionnelle.

La sémantique du discours présidentiel montre, on ne peut plus clair, que l'Algérie s'impose aujourd'hui comme un acteur incontournable dans la dynamique de transformation du continent africain.

C'est sur un ton résolu que le Président Abdelmadjid Tebboune a officiellement lancé les travaux de cet événement continental d'envergure, affirmant la vision de l'Algérie pour le continent.

Il a articulé sa vision d'une Afrique « forte, solidaire et prospère », autosuffisante sur le plan alimentaire et capable de prendre la place qui lui revient sur la scène mondiale, insistant sur la nécessité d'une coopération renforcée et espérant que cette quatrième édition de la foire marquerait le début d'un « nouvel élan » pour l'intégration économique.

Appuyant ses propos objectifs par des chiffres crédibles, le Président de la République a d'abord mis en avant la faible influence de notre continent dans les décisions au sein des instances financières internatio-

nales et ses faibles parts dans le commerce international, rappelant que « le droit de vote de l'Afrique au sein du FMI ne dépasse pas les 6,5%, c'est la part la plus faible », a-t-il dit. « Une part tout aussi faible au niveau de la Banque mondiale ne dépassant pas les 11%, au moment où le commerce inter-africain frôle à peine les 15%, alors que commerce inter-européen se situe à 60% », à titre illustratif. Il n'a pas omis de souligner que « notre grande crainte est que l'Afrique soit une des plus grandes victimes de cette situation et de manière violente pour faire taire la voix de l'Afrique malgré tout son potentiel », a-t-il souligné.

Face aux hôtes de l'Algérie, le Président Abdelmadjid Tebboune a précisé que « cette rencontre ne se limite pas à son aspect commercial, elle exprime une plus grande prise de conscience de la nécessité pour l'Afrique de constituer un acteur influent dans son environnement régional et mondial ». Mieux, elle pose « la question fondamentale de savoir où se situe l'Afrique aujourd'hui dans l'économie mondiale ».

Ceci sans omettre de rappeler « les progrès notables déjà réalisés lors des dernières décennies », citant à ce titre la mise en place de la zone de libre-échange africaine et l'intégration de l'Afrique au G20 ».

Abordant directement les questions connexes de la migration clandestine, le Président Tebboune a offert une solution claire : l'investissement dans le développement local.

« Ceux qui veulent stopper l'immigration doivent aider au développement de l'Afrique et créer des opportunités pour sa jeunesse », a-t-il fait remarquer, dénonçant « l'injustice » dont le continent est victime et positionnant le développement comme le principal rempart contre l'instabilité et l'ingérence extérieure.

Les valeurs du message étaient limpides. Lorsque l'on a l'Afrique dans les tripes. Lorsque l'on a un lien profond avec ce continent des pères conscrits, un lien historique, viscéral, inébranlable et un attachement sincère au continent, qui va au-delà des raisons circonstancielles et qui touche aux profondeurs des valeurs de Novembre, il n'y a ni calculs ni arrière-pensées.

Sans animosité et dans une posture noble des dignes héritiers des enfants de Novembre, le Président de la République a fait référence à l'héritage africain de l'Algérie, à ses franches initiatives en faveur de la paix, de la stabilité sur le continent, de son engagement sans faille pour son développement, pour souligner clairement que pour l'Algérie, l'Afrique est au cœur de ses préoccupations. Elle a fait de son émancipation économique, un de ses combats majeurs. Ses initiatives, ses investissements, ses projets dans divers domaines à ce propos ne se comptent plus et visent la complémentarité, voire l'intégration africaine. L'on peut aisément citer à ce sujet de nombreux projets communs de premier plan : le gazoduc transsaharien qui transporte le gaz du Nigeria vers l'Europe, en passant par l'Algérie et le Niger, le mégaprojet de la Dorsale transsaharienne à fibre optique, reliant l'Algérie et le Nigeria... Sans oublier bien sûr la mythique « Transsaharienne », longue d'environ 4.800 km qui relie Alger à Lagos au Nigeria. Il y a aussi la route reliant Tindouf à Zouérate (Mauritanie), sur une longueur de 775 km. D'autres axes routiers importants (voies ferrées vers le Niger et le Mali) devront permettre aux opérateurs algériens une ouverture économique sur les marchés africains. Et la liste est longue...

Tout en affirmant que « le continent africain est jeune, alors que les autres continents sont vieillissants », le président de la République a rappelé que, dans le cadre de la valorisation des ressources humaines, « l'Algérie assure 8.000 bourses pour les étudiants africains » et que « depuis l'indépendance, l'Algérie a contribué à la formation de 65.000 cadres africains formés dans les universités algériennes dans divers domaines de pointe, y compris dans les nanotechnologies ».

Le Président Abdelmadjid Tebboune, a souligné, par ailleurs, l'importance de la contribution de la jeunesse africaine au développement du continent, dont la population est constituée majoritairement de jeunes. Cet événement est organisé « pour la jeunesse », a-t-il affirmé, soulignant que « les jeunes, qui

constituent 70% de la population du continent, doivent jouer un rôle de premier plan dans l'édification de l'Afrique ».

Il a, toutefois, estimé que « du chemin reste à parcourir pour réparer les injustices historiques envers l'Afrique et permettre au continent de prendre la place qui lui sied dans l'économie mondiale ». Il a également exhorté les pays africains à « fédérer leurs efforts pour permettre au continent de contribuer à la décision économique internationale et de sortir de la marginalisation ».

Qui plus est, l'Algérie a récemment effacé les dettes de 14 pays africains d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, ce qui illustre l'orientation africaine de l'Algérie, a soutenu le Président de la République, se disant convaincu que « l'avenir de l'Afrique, auquel l'Algérie croit, repose sur la capacité collective de ses pays à mettre en place une infrastructure intégrée ». Passant en revue les objectifs de cet important événement économique, le Président de la République s'est adressé aux dirigeants et responsables africains participants, les invitant à faire de cette 4^e édition de l'IATF « un nouveau départ et une ère renouvelée où nous nous donnons la main pour avancer à pas sûrs vers une Afrique forte, solidaire et prospère ».

Face aux critiques maladroites, parfois adressées à l'Algérie par des milieux douteux, ce geste démontre une réalité opposée :

un pays engagé dans des initiatives constructives pour la jeunesse africaine et le progrès du continent. En contribuant à bâtir un avenir où l'éducation et l'égalité des chances occupent une place prépondérante,

l'Algérie défie les jugements simplistes et réaffirme son rôle de modèle dans la région.

Ce message fort, adressé non seulement à l'Afrique, mais aussi au monde entier, reflète l'ambition de l'Algérie de construire une société plus juste, où la jeunesse joue un rôle central. Ses efforts incarnent aussi une vision profondément panafricaine ancrée dans ses valeurs nationales.

M. M.

CE MESSAGE FORT REFLÈTE L'AMBITION DE L'ALGÉRIE DE CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE, OÙ LA JEUNESSE JOUE UN RÔLE CENTRAL.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

OLUSEGUN OBASANJO, ANCIEN PRÉSIDENT DU NIGERIA : « NOUS DEVONS ÊTRE LES BÂTISSEURS DE NOTRE PROPRE FUTUR »

Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigeria et président du Conseil consultatif de l'IATF, a lancé un appel vibrant à l'unité et à la collaboration entre l'Afrique et sa diaspora, soulignant l'importance de construire un avenir commun fondé sur la souveraineté économique, la renaissance culturelle et l'intégration globale. «Le destin de l'Afrique et de sa diaspora est indissociable et notre futur doit être construit ensemble dans l'esprit de l'Afrique globale, pour éviter la honte, l'exploitation et l'indignité de l'esclavage, de la traite et du colonialisme passés», a déclaré M. Obasanjo, ouvrant son allocution par un rappel historique poignant. «Aujourd'hui, nous passons de la célébration à la consolidation, de la mémoire à l'élan, de l'héritage à un futur défini par la souveraineté économique, la renaissance culturelle et la pertinence mondiale.» Selon lui, «la diaspora

africaine n'est pas une note de bas de page dans notre histoire. Elle est une manchette dans notre présent et notre futur». Insistant sur le rôle actif de chacun, il a ajouté : «Nous devons être non seulement les architectes de notre propre destin, mais aussi les bâtisseurs de notre présent et futur.» L'ancien Président a proposé la création d'un organe structurant : «Nous appelons à l'établissement de la Commission mondiale pour l'Afrique, un mécanisme unificateur destiné à institutionnaliser la collaboration entre l'Afrique et sa diaspora.» Pour conclure, M. Obasanjo a exhorté à avancer collectivement : «Avançons avec clarté, courage, conviction et grande espérance. Construisons l'Afrique globale que nous voulons, que nous désirons, par nous-mêmes, à travers l'unité, l'intégration et la solidarité de l'Afrique et de sa diaspora.»

S. B.



LE PREMIER MINISTRE PAR INTÉRIM, SIFI GHRIEB, AUX DIASPORAS AFRICAINES :

« JE SALUE VOTRE PARTICIPATION »

Le deuxième jour de l'IATF-2025 a été marqué par l'ouverture de la Journée des diasporas africaines «Global Africa Diaspora». Au Centre international des conférences (CIC) d'Alger, le Premier ministre par intérim, Sifi Ghrieb, a prononcé un discours marquant, à l'occasion de la Journée des diasporas africaines, réaffirmant le rôle clé des diasporas et des personnes d'ascendance africaine dans le développement du continent et la consolidation des liens avec la mère patrie.

■ SAMIA BOULAHILIB

Dans son allocution, le Premier ministre par intérim, Sifi Ghrieb, a salué la participation de personnalités africaines et caribéennes, notamment Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République fédérale du Nigeria et président du Conseil consultatif de la Foire du commerce intra-africain, ainsi que M^{me} Lucia Witbooi, vice-présidente de la Namibie, M^{me} Mia Amor Mottley, Première ministre de la Barbade, et d'autres hauts responsables. Il a transmis, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, «ses salutations et ses vœux de succès pour les travaux de cette rencontre, qui constitue une étape majeure dans le renforcement des liens entre les diasporas africaines et les personnes d'ascendance africaine avec la mère patrie». Le Premier ministre par intérim a tenu à saluer l'engagement des diasporas et de leurs descendants : «À tous les participants des diasporas africaines et des personnes d'ascendance africaine qui ont répondu à l'invitation et se sont déplacés des quatre coins du monde pour témoigner de leur engagement et contribuer à la concrétisation des initiatives continentales qui auront un impact majeur sur la réalisation des ambitions et des aspirations des peuples de notre continent.»

Une occasion privilégiée de «renouer le lien spirituel et affectif entre les communautés africaines établies à l'étranger»

Selon lui, cette rencontre représente une occasion privilégiée de «renouer le lien spirituel et affectif entre les communautés africaines établies à l'étranger et les personnes d'ascendance africaine avec leur continent d'origine». Elle constitue également un «espace approprié pour souligner l'importance capitale de la contribution de ces communautés au développement de l'Afrique, ainsi que leur rôle dans le maintien de liens étroits et solides entre les différentes générations», soulignant, à ce propos, que l'Algérie accorde une «place particulière» à sa



communauté nationale à l'étranger, consacrée constitutionnellement comme «partie intégrante de la nation». C'est une catégorie de citoyens que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, place au cœur de ses «priorités» et dont il assure le suivi attentif. Ce lien solide s'est renforcé au fil de jalons historiques majeurs que notre pays a connus, permettant de consolider cette unité sacrée entre la diaspora et la patrie. a-t-il soutenu. M. Ghrieb a également rappelé que «cette relation étroite, que les plus hautes autorités du pays s'emploient à renforcer continuellement, revêt aujourd'hui une signification profonde, à quelques semaines seulement de la commémoration du 64^e anniversaire de la Journée nationale de l'émigration, le 17 octobre. Cette date rappelle un moment marquant de notre Révolution libératrice et le rôle important joué par les migrants algériens dans cette épopée victorieuse et inspirante de la décolonisation en Afrique».

En évoquant la mémoire historique, il a rappelé que «cette étape historique importante, qui incarne les sacrifices des migrants pour l'indépendance, nous permet de rappeler le rôle historique des diasporas africaines dans la lutte

contre le colonialisme, la lutte contre la discrimination et l'apartheid, et le combat pour la libération de toutes formes d'oppression raciale, d'esclavage et de déportation forcée».

L'Union africaine centre de coordination de toutes les initiatives des diasporas du continent

Le Premier ministre par intérim a ensuite mis en avant le rôle actuel des diasporas : «L'engagement des diasporas africaines hier dans la lutte pour la libération de notre continent se poursuit aujourd'hui sous de nouvelles formes, en s'appuyant sur leurs expériences, leurs compétences et leurs multiples ressources, confirmant ainsi le lien étroit qui unit tous les Africains de la diaspora avec leur continent, dans un esprit de solidarité et d'unité africaine.» M. Ghrieb a rappelé l'importance des politiques continentales inclusives : «Notre organisation continentale a fait de l'implication des diasporas africaines une priorité stratégique dans toutes ses politiques de développement, comme le reflète l'Agenda 2063, qui aspire à bâtir une

Afrique prospère, fondée sur une croissance inclusive et un développement durable, en tirant parti des potentialités de tous ses peuples.» Il a également mentionné le rôle de l'Algérie dans la mise en œuvre de ces initiatives : «L'Algérie est fière de faire partie des États membres du comité supérieur chargé de mettre en œuvre la "Décennie des Racines et des Diasporas africaines", adoptée par l'Union africaine pour la période 2021-2031. Notre pays soutient également le rôle de l'Union africaine en tant que point central et centre de coordination de toutes les initiatives de la diaspora à l'échelle du continent, et est pleinement disposé à contribuer activement à l'accélération de la mise en œuvre des projets communs relatifs à la diaspora.»

Dans ce contexte, le ministre a souligné : «Je souhaite adresser une mention particulière aux descendants des exilés algériens dans les terres lointaines, dont certains représentants éminents participent aujourd'hui à cette manifestation, perpétuant l'esprit de nos ancêtres exilés qui ont sacrifié l'essentiel, loin de leur patrie. La décision du Président Tebboune, en 2021, d'ériger une fresque en Algérie pour commémorer leur mémoire et reconnaître leurs sacrifices, témoigne de l'engagement des plus hautes autorités du pays à préserver cette mémoire et à soutenir les enfants de l'Algérie où qu'ils se trouvent», a-t-il soutenu. Le Premier ministre par intérim a exprimé son optimisme et son encouragement à la mobilisation des diasporas : «Permettez-moi de renouveler mes salutations à vous tous et de saluer la participation exceptionnelle des diasporas africaines dans toute leur diversité.»

Il a clos son allocution par un remerciement aux organisateurs : «Enfin, je tiens à remercier tous ceux qui ont veillé à l'organisation de cet événement, en tête desquels la Banque africaine d'import-export, et je suis convaincu que cette rencontre constituera une étape exceptionnelle et remarquable, offrant des propositions et solutions concrètes pour la mise en œuvre de nos visions communes et le renforcement des liens entre tous les peuples africains, où qu'ils se trouvent.»

S. B.

KAMEL REZIG, MINISTRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS :

«BÂTIR UNE VÉRITABLE INDUSTRIE AUTOMOBILE»

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a réaffirmé la volonté de l'État de bâtir une véritable industrie automobile nationale. La nouvelle feuille de route, élaborée sur les cinq dernières années, vise à dépasser le simple montage, pour atteindre un taux d'intégration local d'au moins 30%, créant ainsi un écosystème industriel durable et générateur de valeur ajoutée.

■ MOHAMED MENDACI

Tournant une page décisive dans son histoire industrielle, l'Algérie s'engage résolument dans la construction d'un secteur automobile souverain et compétitif.

S'exprimant sur les orientations stratégiques du gouvernement lors de son passage, hier aux salons africains en marge de l'IATF-2025, le ministre a mis en lumière les contours d'une politique "ambitieuse", fruit d'une mûre réflexion menée au cours des cinq dernières années. L'objectif est clair : passer d'une ère d'assemblage à une phase de fabrication authentique, où la production locale de composants et le transfert de savoir-faire sont les maîtres-mots. Au cœur de cette nouvelle vision se trouve un objectif quantitatif et qualitatif majeur : atteindre un taux d'intégration nationale qui ne saurait être inférieur à 30%. Cette ambition marque une rupture nette avec les modèles précédents, qui ont montré leurs limites. Il ne s'agit plus seulement d'importer des kits (CKD/SKD) pour les assembler sur le territoire, mais de développer une chaîne de

valeur complète, en particulier dans la filière des véhicules légers, identifiée comme un segment prioritaire pour lancer cette dynamique. Pour y parvenir, la stratégie repose sur l'attraction d'investissements conséquents dans des chaînes de production intégrées. Les futurs constructeurs et partenaires seront tenus de s'inscrire dans cette logique, en favorisant la fabrication locale de pièces de rechange, de composants mécaniques, de carrosserie ou encore d'équipements intérieurs.

La réussite d'une telle entreprise est indissociable de l'émergence d'un réseau dense et performant de sous-traitants. Le ministre a insisté sur l'importance de la collaboration entre les grands constructeurs et un ensemble de PME/PMI locales et internationales spécialisées. Cette synergie est essentielle pour alimenter les lignes de production, garantir la qualité des composants et stimuler l'innovation. L'État jouera un rôle de facilitateur et d'accompagnateur pour encourager la naissance et la montée en gamme de ces entreprises de sous-traitance.



En créant un écosystème favorable, l'Algérie aspire à devenir une base de production non seulement pour son marché intérieur, mais également, à terme, pour l'exportation vers les marchés régionaux et continentaux. Conscient des défis que représente cette transition industrielle, le gouvernement s'engage à fournir un soutien multidimensionnel aux investisseurs. Comme l'a souligné Rezig, cet appui couvrira les aspects techniques, technologiques, administratifs et financiers. Il s'agira de mettre

en place des dispositifs de formation pour qualifier la main-d'œuvre, de faciliter l'accès à la technologie et de garantir un cadre réglementaire et financier stable et incitatif. Ce soutien vise à renforcer la compétitivité et l'efficacité des futures usines. L'enjeu est de s'assurer que les projets lancés soient viables sur le long terme, capables de respecter les standards internationaux de qualité et de productivité, et de contribuer de manière significative à la diversification de l'économie nationale.

La nouvelle stratégie accorde une place prépondérante à la structuration et à l'organisation du secteur. Les expériences passées ont démontré la nécessité d'un cadre clair et transparent pour régir les activités de production automobile. Le cahier des charges, pierre angulaire de cette réorganisation, définit précisément les obligations des investisseurs en matière d'intégration, de transfert de technologie et de création d'emplois.

M. M.

ABDELHAK SAÏHI, MINISTRE DE LA SANTÉ : «LE SECTEUR OCCUPE UNE PLACE DE CHOIX DANS LE PROCESSUS D'INTÉGRATION AFRICAINE»

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a indiqué que le secteur de la santé occupera une place de choix dans le processus d'intégration africaine, soulignant la disposition de l'Algérie à accompagner les pays africains dans ce domaine, notamment en matière de médicaments.

Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025) il a mis en avant "le développement significatif" que connaissent de nombreux secteurs en Algérie, en particulier celui de la santé qui, a-t-il dit, "occupe une place de choix dans le processus d'intégration africaine".

Après avoir rappelé que l'Algérie couvre aujourd'hui "plus de 82% de ses besoins en médicaments grâce à sa production locale", le ministre a indiqué que "de nombreux pays africains ont un besoin pressant de médicaments algériens", ce qui a "ouvert la voie à une intégration entre l'Algérie et plusieurs de ces pays, à l'instar de la Côte d'Ivoire". Pour le ministre, l'IATF constitue "un véritable soutien" à



l'économie africaine, ce qui en fait l'"espace idéal pour concrétiser l'intégration économique du continent, comme l'a affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

SAÏD SAYOUD, MINISTRE DES TRANSPORTS : «MODERNISATION TOUS AZIMUTS DU SECTEUR»

■ SAMIA BOUHLALIB

Sur la question des déplacements de la diaspora, le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé que les mesures mises en place ces derniers mois ont permis une « hausse notable » du nombre de passagers. « Nos compatriotes établis à l'étranger ont pu passer un été dans de meilleures conditions que les années précédentes, notamment grâce à l'augmentation des capacités sur les lignes maritimes et aériennes », a-t-il souligné. Sayoud a souligné par ailleurs la participation de haut niveau enregistrée à Alger, où « des chefs d'État et des ministres du Commerce sont venus de tout le continent » pour prendre part aux travaux de la Foire.

Confiant dans la dynamique engagée, il a réaffirmé que la modernisation tous azimuts du transport public constitue un levier de développement économique et social, en renforçant la mobilité des ci-



toyens et en soutenant les échanges intra-africains, dans un contexte marqué par la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF).

S. B.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

LE PRÉSIDENT DU CA DE L'AFREXIMBANK À L'OCCASION DU GLOBAL AFRICA DAY

« L'AFRIQUE, UN MARCHÉ DE 4000 MILLIARDS DE DOLLARS »

«L'Afrique avec ses 2 milliards d'habitants et un PIB de 4.000 milliards dollars est une opportunité économique sans précédent» a déclaré hier, le président du conseil d'administration de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), le professeur Benedict Oramah.

■ YAZID YAHIAOUI

Intervenant hier lors de la journée «Global Africa Day», un événement majeur dédié à la diaspora africaine et organisé au CIC Abdelatif-Rahal à Alger, en marge de l'IATF 2025, le Professeur Oramah a débuté son discours en rendant un vibrant hommage à l'icône du panafricanisme, Frantz Fanon, à l'occasion du 100^e anniversaire de sa naissance. Il a qualifié de «remarquable» le fait que la diaspora africaine se soit réunie en Algérie, une terre où le natif de la Martinique a combattu le colonialisme aux côtés de ses frères et sœurs africains. Pour le président d'Afreximbank, le travail de Fanon est un rappel puissant que «les Africains doivent s'unir où qu'ils soient, quelles que soient leurs croyances, leur couleur, leur sexe ou leur lieu d'origine». Il a déploré la fragmentation historique du continent, déclarant que «pendant des années, nous avons été divisés, fragmentés et amenés à nous haïr les uns les autres» et rappelant que «l'unité est la condition sine qua

non pour construire une économie solide pour nous-mêmes et par nous-mêmes».

Le discours s'est ensuite concentré sur le colossal potentiel économique du continent. Avec une population d'environ 2 milliards de personnes et un PIB combiné de près de 4 billions de dollars, l'Afrique représente «une opportunité économique sans précédent». Cependant, le P^r Oramah a souligné que cette richesse reste «latente car nous n'avons pas réussi à la réveiller». Pour concrétiser ce potentiel, la première étape consiste à mettre fin aux anciennes stratégies de division. «La stratégie de division et de conquête que le colonialisme et le néocolonialisme nous ont imposée doit prendre fin», a-t-il fermement soutenu. La solution réside dans la transformation du continent en «un marché cohésif et cohérent», une ambition qui nécessite avant tout de «retrouver confiance en nous et en nos capacités». Et là, le président d'Afreximbank a vivement critiqué



la position actuelle de l'Afrique en tant que simple consommateur. Il a noté que l'histoire du continent est celle d'une exploitation où d'autres personnes produisent, échangent et fabriquent ce qui est issu des ressources africaines, laissant les Africains dans un cycle d'appauvrissement. «À cause de cela, nous devenons plus pauvres et ils deviennent plus riches» a-t-il

martelé. Il a exhorté la diaspora à prendre «des mesures pour produire au sein de nos communautés, vendre au sein de nos communautés et être fiers de consommer ce qui y est produit». L'exemple des athlètes et talents africains qui enrichissent d'autres économies, a été utilisé pour illustrer ce besoin de souveraineté économique.

Et pour finir, le P^r Oramah a

présenté des initiatives concrètes visant à transformer la rhétorique en action. Il a annoncé le lancement prochain de la société de commerce et de distribution de contenu africain, affirmant qu'avec cette initiative «nous déclarons que nous sommes sur le point de mettre fin à cela».

Y. Y.

TABLE RONDE ANIMÉE PAR KARIM ZERIBI « LE RÉCIT COLONIAL » DE L'AFRIQUE EN DÉBAT

■ YAZID YAHIAOUI

Dans un monde multipolaire en proie aux crises, il est plus que jamais nécessaire pour l'Afrique de s'unir pour «faire face à l'adversité». Au cœur de cette discussion se trouvait la question cruciale du «récit colonial». D'emblée, Zeribi rappelait à juste titre que 53 des 55 pays africains ont été colonisés, en rappelant au passage l'une des dernières colonies qu'est la Sahara occidental, et en posant la question : le continent a-t-il subi ce récit ou a-t-il pris son destin en main ?

Pour débattre de ce sujet, la table ronde a réuni des personnalités de divers horizons, allant de l'historienne Naïma Yahy à l'ambassadeur Orlando Romaine, en passant par un producteur de cinéma, une éditrice et un banquier. Leurs interventions ont brossé un tableau complexe, mêlant devoir de mémoire, obstacles à la diffusion des récits et nécessité d'une infrastructure économique autonome.

Karim Zeribi a ouvert la discussion en insistant sur l'importance de la mémoire, «un devoir de vérité» pour les peuples africains. «Si on veut savoir où on va, il faut savoir d'où l'on vient», a-t-il déclaré, critiquant au passage les tentatives de certains anciens pays colonisateurs de «nier ou parfois interpréter le récit», comme la loi française de 2005 sur les «bienfaits de la colonisation». Pour lui, il est impératif que l'Afrique écrive sa propre histoire et que «la planète entière sache ce qu'a écrit la colonisation».

Pour Karim Zeribi qui a critiqué la loi 2005 sur «les bienfaits de la civilisation» en rappelant les sacrifices du peuple algérien et le million et demi de martyrs pour le recouvrement de son indépendance et de saliberté, «le défi pour le continent africain est de reprendre les choses en main et écrire son propre récit».

L'historienne Naïma Yahy a rappelé que les pays africains ont toujours produit un «contre-dis-

cours» en citant entre autres, l'exemple d'intellectuels algériens comme Assia Djebar et Kateb Yacine qui, même durant la période coloniale, ont su «déconstruire... la domination coloniale» en utilisant la langue de leurs colonisateurs. Kateb Yacine écrivait «en français pour dire aux Français qu'ils n'étaient pas Français», dira-t-elle en rappelant que cela était un acte de résistance intellectuelle.

Cela étant, si la production de récits a toujours existé, leur diffusion reste un défi majeur. L'ambassadeur de la Grenade, Orlando Romaine, a souligné que «le challenge est que, tant que nous ne sommes pas les générateurs des moyens de distribution, tous nos intérêts sont en danger».

Même appréhension du producteur-réalisateur a témoigné des difficultés à trouver des distributeurs pour son film sur Frantz Fanon en Europe, notamment en France, où «l'ancien pays colonisateur n'accepte pas le récit».

Et là, justement, le débat a rapidement basculé sur l'enjeu économique. Le dernier intervenant, un directeur de banque africaine, a résumé le problème en une phrase percutante : «tant que nous ne sommes pas les générateurs des moyens de distribution, des moyens de commercialisation, tous nos intérêts sont en danger».

Et Karim Zeribi de reprendre cette idée en mettant en évidence le pouvoir de la diaspora africaine, forte de 200 millions de personnes en rappelant que les transferts financiers vers le continent sont de l'ordre de 95 à 100 milliards de dollars, alors que l'aide au développement officielle ne dépasse pas les 75 milliards. Il a posé une question fondamentale : «Est-ce qu'il n'est pas temps aujourd'hui de mettre en place un mécanisme ; un fonds puissant qui va soutenir les initiatives culturelles africaines ?» L'objectif est de ne plus être de simples «consommateurs» mais de devenir «des producteurs», afin que la diaspora et les Africains eux-mêmes «consomment africain».

Y. Y.

DIASPORA AFRICAINE UNE ALLIANCE DE L'ÂME ET DU TALENT

Lors de la journée «Global Africa Day» dédiée à la diaspora africaine vivant à l'étranger et estimée à 200 millions de personnes, dont parmi les centaines d'invités présents et représentant tous les pays africains et des Caraïbes, deux intervenants, le designer de mode Ozwald Boateng et l'architecte Chafik Gasmî, tous deux issus de la diaspora africaine, ont offert des perspectives complémentaires et puissantes sur le potentiel du continent.

Leurs témoignages, bien que différents dans leur approche, convergent vers un message unifié : l'avenir de l'Afrique repose sur une connexion forte avec sa diaspora et un investissement stratégique dans ses talents créatifs et sa jeunesse. Ozwald Boateng, né à Londres de parents Ghanéens, met l'accent sur le rôle économique et social crucial de la diaspora.

Il souligne que les communautés afro-américaines et britanniques de la diaspora dépensent un montant colossal de 2.500 milliards de dollars par an. Selon lui, même un faible pourcentage de cet argent, s'il était investi en Afrique, aurait un impact transformateur. Au-delà de l'aspect financier, Boateng insiste sur le besoin de considérer la diaspora comme une partie intégrante de la «famille africaine», une source de fierté et d'idées nouvelles. Il fait également un pari sur l'avenir démogra-

phique du continent, citant la statistique frappante selon laquelle un tiers de la population mondiale de moins de 25 ans sera africaine d'ici 2050. Pour lui, cette jeunesse est l'atout le plus précieux de l'Afrique, porteur d'une énergie et d'un potentiel inégalés.

Pour sa part, Chafik Gasmî, architecte algérien de renommée internationale, apporte une perspective plus philosophique et culturelle. Il puise dans sa propre réussite dans l'industrie du luxe pour démontrer comment des valeurs africaines d'authenticité, de simplicité et de sincérité peuvent générer une valeur économique immense. En travaillant pour des marques prestigieuses comme Sephora ou Baccarat, il a montré que le luxe ne doit pas être une question d'avoir, mais d'être, et que la plus haute valeur réside dans l'humain. C'est en intégrant ces principes que ses créations ont résonné profondément avec les clients. Pour Gasmî, le continent a «l'âme» nécessaire pour réussir.

Son message est un appel à l'action pour que l'Afrique investisse massivement dans ses forces créatives : l'éducation, l'innovation et le design. Il conclut en affirmant que c'est en valorisant ces talents que l'Afrique deviendra un «paradis sur terre» et un modèle de développement régénérateur pour le monde.

Y. Y.

« ALGERIA DAY »

L'ATTRACTIVITÉ COMME OBJECTIF

La « Journée de l'Algérie » tend à promouvoir le pays en tant que pôle d'investissement prometteur, en mettant en valeur le climat des affaires, les réformes incitatives de l'investissement.

■ SAMIA BOULAHILIB

La première journée de l'IATF-2025, placée sous le signe de l'investissement et de l'intégration régionaux, a rassemblé de nombreux responsables, experts et investisseurs autour des réformes engagées par l'Algérie et de son rôle croissant dans les chaînes de valeur africaines et mondiales. Dans le cadre de la « Journée de l'Algérie investissements », organisée en marge de l'événement, sous le thème : « L'Algérie : une plateforme émergente pour l'investissement et le commerce en Afrique », l'amphithéâtre du CIC a accueilli des débats de haut niveau où se sont croisés décideurs publics, opérateurs économiques et spécialistes. Tous ont partagé une même ambition : faire de l'Algérie une plateforme incontournable de l'investissement productif et un acteur majeur du développement continental.

Au centre des échanges, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement a mis en avant les réformes de simplification et de modernisation engagées afin de rendre l'environnement des affaires plus attractif. De son côté, l'économiste Mustapha Mekidèche a proposé une analyse lucide, mêlant regard critique et confiance dans les perspectives offertes par le marché algérien. Cette rencontre intervient dans un contexte marqué par un regain d'intérêt international pour l'économie nationale, illustré par la hausse de 18% des flux d'IDE en 2024, selon la CNUCED, mais qui rappelle aussi l'ampleur des « défis structurels à relever pour consolider cette dynamique sur le long terme ».

M^{me} Toumi, directrice à l'AAPI, a mis en exergue les progrès concrets qui, selon elle, marquent une véritable évolution qualitative dans la politique nationale de l'investissement. « Notre finalité n'est pas seulement de capter des capitaux, mais d'offrir à chaque investisseur un cadre fiable, transparent et compétitif », a-t-elle résumé. Parmi les leviers essentiels de cette stratégie, figure l'instauration d'un guichet unique rassemblant l'ensemble des administrations concernées — fiscalité, douanes, registre du commerce, urbanisme, foncier ou encore sécurité sociale —.

L'objectif est de mettre fin aux démarches multiples et longues qui, autrefois, décourageaient bon nombre d'opérateurs. « Aujourd'hui, toutes les autorisations et formalités peuvent être accomplies dans un seul espace, ce qui réduit considérablement les délais et renforce la confiance », a expliqué la responsable.

Autre avancée significative : l'application du nouveau Code de l'investissement, en vigueur depuis plusieurs mois, qui apporte davantage de prévisibilité et de garanties juridiques. Ce texte prévoit des exonérations fiscales ciblées, des facilités douanières pour l'importation de biens et d'équipements, ainsi qu'une meilleure protection contre toute expropriation injustifiée. Il clarifie également les règles relatives au transfert des bénéfices vers l'étranger, une mesure particulièrement attendue par les investisseurs internationaux, a-t-elle relevé.

La digitalisation occupe aussi une place centrale dans cette démarche. L'AAPI a mis en place une plateforme en ligne interconnectée aux systèmes de plusieurs administrations, permettant d'enregistrer et de suivre son projet à distance, tout en assurant une traçabilité complète des dossiers. Véritable outil de pilotage, cette interface garantit une transparence inédite et établit un lien direct entre les investisseurs et l'administration. « C'est un dispositif pensé pour accompagner l'opérateur économique depuis la première prise de contact jusqu'au démarrage effectif de son activité », a détaillé Amina Toumi.

Enfin, l'AAPI insiste sur la volonté des pouvoirs publics de réorienter les investissements vers des secteurs hors hydrocarbures : industrie manufacturière, agriculture, logistique, transport ou encore économie circulaire. Les données officielles confirment les premiers résultats : plus de 16.000 projets d'investissement déclarés depuis le lancement de ses activités en novembre 2022, dont 300 projets liés à des investisseurs étrangers issus de 40 pays, a déclaré M^{me} Imane Toumi, responsable au sein de l'Agence qui a expliqué que ces résultats étaient le fruit des réformes engagées par les hautes autorités, pour améliorer le climat des affaires, offrir des incitations adaptées aux investisseurs, simplifier les procédures et prendre en compte les attentes des différents acteurs économiques. L'Agence œuvre à impliquer les opérateurs économiques et à tenir compte de leurs observations à travers le guichet unique, tout en œuvrant actuellement à l'intégration du corps des Douanes dans sa plateforme numérique, afin de faciliter le contact des investisseurs.

Tous ont partagé une même ambition : faire de l'Algérie une plateforme incontournable de l'investissement productif et un acteur majeur du développement continental



La représentante du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M^{me} Leila Mokhtari, a, pour sa part, souligné que la politique nationale visant à diversifier l'économie repose sur l'encouragement des

exportations hors hydrocarbures, l'amélioration du climat de l'investissement et la participation aux manifestations commerciales internationales. Elle a fait observer que l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ouvrira de nouveaux espaces à l'économie nationale et apportera une dynamique supplémentaire aux entreprises algériennes, pour adhérer au processus d'intégration africaine. Cette orientation contribuera au développement des exportations, à l'attraction des investissements étrangers, à travers la promotion des chaînes d'approvisionnement régionales, le renforcement de la compétitivité des entreprises africaines et l'établissement de bases d'intégration économique plus efficaces au niveau du continent, selon la même responsable.

La Journée de l'Algérie tend à promouvoir le pays en tant que pôle d'investissement prometteur, en mettant en valeur le climat des affaires, les réformes incitatives de l'investissement, la "valorisation des secteurs porteurs et les opportunités d'investissement", ainsi que les efforts de l'Algérie vi-

sant à "renforcer les chaînes de valeur aux niveaux africain et mondial" et à "consolider les partenariats Sud-Sud dans le cadre de la ZLECAf".

Si le message de l'AAPI se voulait rassurant et ambitieux, l'intervention de l'économiste Mustapha Mekidèche a apporté un regard plus nuancé, insistant sur la nécessité d'allier réformes structurelles et consolidation des acquis afin d'ancrer durablement cette dynamique. Une projection audiovisuelle a illustré ces réformes avant d'ouvrir la voie à ce deux panels riches en échanges.

Le premier, intitulé « Investing in Algeria – Reforms and Opportunities », a permis de mettre en lumière les transformations législatives et administratives entreprises ces dernières années. M^{me} Toumi et M. Mekidèche ont exposé les leviers d'attractivité mis en place. Le second panel, « Algeria as a Bridge for Better Integration into Regional and Global Value Chains – Success Stories & Perspectives », a confirmé la vocation de l'Algérie comme hub stratégique dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). M^{me} Mokhtari, l'expert Mouloud Hédier et le Pdg de Faderco, Amor Habes, ont illustré par des exemples concrets la réussite d'entreprises algériennes capables de s'imposer sur les marchés régionaux et mondiaux.

À travers cette première journée de l'IATF 2025, l'Algérie a réaffirmé sa détermination à devenir une plateforme incontournable pour l'investissement, l'exportation et l'intégration économique africaine.

S. B.

PARTICIPATION DU GROUPE TÉLÉCOM ALGÉRIE À L'IATF-2025 :

« CONSOLIDER NOTRE POSITION DE RÉFÉRENCE »

Le Groupe Télécom Algérie, accompagné des entreprises économiques qui lui sont affiliées, prend part à la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025), afin de "consolider" sa position de référence en Algérie et "ses ambitions" d'expansion internationale, indique un communiqué de ce Groupe.

Cette participation illustre, selon la même source, "la volonté du Groupe de consolider sa position de référence en Algérie", tout en affirmant "ses am-

bitions d'expansion internationale", se référant à l'ambition portée par "la qualité et la diversité de ses services, ainsi que par une stratégie axée sur une transformation numérique durable et compétitive".

"Leader national incontesté, le Groupe Télécom Algérie, joue un rôle important dans le développement et la modernisation des infrastructures numériques du pays", précise la même source, soulignant qu'à travers ses filiales, il propose une offre complète et intégrée couvrant le



fixe, le mobile, le satellite ainsi que les services numériques innovants.

Par cette dynamique, le groupe réaffirme "son engagement à accompagner la transition digitale, à soutenir la croissance de l'économie nationale et à valoriser la marque algérienne sur les marchés régionaux et mondiaux", note la même source. A ce propos, le Groupe Télécom Algérie donne rendez-vous à ses partenaires et visiteurs au niveau de son stand à la Safex.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINAINE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

INTÉGRATION AFRICAINE

LES HAUTS DIRIGEANTS AFRICAINS SOULIGNENT LE RÔLE DE L'ALGÉRIE



Ph. Nesrine T.

À l'occasion de l'ouverture officielle de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025), une séance-débat présidentielle de haut niveau s'est tenue, sous la présidence du chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune.

■ RADJA BENHAMEURLAÏNE

Une rencontre interactive qui a réuni des dirigeants de plusieurs pays africains autour de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), perçue comme le socle d'un nouveau paradigme économique pour le continent. Les participants ont unanimement salué le rôle de l'Algérie dans le renforcement de l'intégration économique africaine, mettant en avant son engagement constant en faveur du développement du continent, aussi bien sur le plan politique qu'économique. La tenue de cette édition à Alger a été largement interprétée comme un signal fort de la volonté algérienne de donner un nouveau souffle aux échanges interafricains.

Le Président de la République du Tchad a souligné, à cette occasion, la contribution stratégique de l'Algérie au développement des échanges intra-africains et qualifié la ZLECAf de «levier fondamental pour l'émancipation économique de l'Afrique» et de voie incontournable vers sa souveraineté économique, comme rapporté par l'APS. Mahamat Idriss Déby a également insisté sur l'importance de la route transsaharienne, qui relie son pays aux économies voisines et constitue un débouché essentiel vers le bassin méditerranéen. En réponse, le pré-

sident Tebboune a réitéré l'entière disposition de l'Algérie à accompagner le Tchad dans la mise en œuvre de ses projets de développement, dans une logique de coopération bilatérale et de solidarité panafricaine.

Le président du Mozambique, Daniel Chapo, a salué, à son tour, les efforts logistiques et politiques déployés par l'Algérie pour la réussite de cette édition de l'IATF et exprimé son souhait de voir son pays coopérer activement avec l'Algérie pour faire de la ZLECAf une réalité concrète au service de la prospérité partagée. Ce à quoi, le président Tebboune, dans un échange marqué par une forte charge symbolique, lui a rappelé les liens historiques de solidarité ayant uni les deux nations durant les luttes de libération. «Nous étions, hier, des compagnons sur la voie de la libération. Aujourd'hui, nous sommes des compagnons sur la voie du développement.»

La vice-présidente de Namibie, M^{me} Lucia Witbooi, estime, pour sa part, que la tenue de l'IATF à Alger intervient à un moment «crucial pour les décisions stratégiques africaines» et a profité de cette opportunité pour présenter les grandes réformes économiques entreprises dans son pays, soulignant l'intérêt d'un renforcement des relations bilatérales avec Alger, malgré la distance géographique. Idem pour le Premier mi-

nistre du Burundi, qui a mis en avant l'importance de cette foire en tant qu'espace de dialogue économique. Nestor Ntahontuye a, en effet, plaidé pour l'instauration d'un cadre juridique incitatif à l'investissement. En réponse, le chef de l'État a proposé la création d'une haute commission mixte algéro-burundaise afin de concrétiser les objectifs de développement communs.

Présent à ce débat, le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi, a d'abord salué la qualité de l'organisation et affirmé ensuite l'ambition de son pays de jouer un rôle «actif» dans la construction d'un espace économique africain intégré. Le président Tebboune a réitéré le soutien de l'Algérie à la stabilité de la Libye et à son retour sur la scène africaine.

Le Président tunisien qualifie, de son côté, la ZLECAf de «rêve générationnel» qui doit permettre aux peuples africains de «recouvrer» la maîtrise de leurs ressources naturelles et a plaidé pour une «nouvelle approche panafricaine rompant avec les modèles hérités du passé».

Dans son intervention, Kais Saïed a également évoqué la situation dramatique en Palestine, dénonçant le génocide en cours et appelant à l'émergence d'un nouvel ordre humanitaire mondial. En réaction, le président Tebboune a réaffirmé la position «constante et inébranlable» de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne, qualifiant les événements en Cisjordanie et à Gaza de «véritable génocide». Il a insisté sur le fait que seule la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 peut constituer une solution juste et durable. Le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a

mis en avant le projet de la route Tindouf-Zouérate, mené en partenariat avec l'Algérie, comme vecteur d'intégration régionale. Il a plaidé pour une transition économique du continent, en passant d'un modèle basé sur l'exportation de matières premières à un modèle centré sur leur transformation locale. Le vice-président du Kenya, Kithure Kindiki, a souligné l'urgence de renforcer la coopération économique entre les pays africains pour éradiquer la pauvreté et parvenir à une indépendance économique réelle. Le Premier ministre de la Grenade, Dickon Mitchell,

a, pour sa part, plaidé pour une intensification des relations entre l'Afrique et les Caraïbes, exprimant la volonté de son pays d'attirer davantage d'investissements africains en faveur d'un développement mutuel.

La séance-débat s'est achevée par l'intervention remarquée de l'ancien président du Niger, M. Mahamadou Issoufou. Celui-ci a salué la montée en puissance de l'Algérie sur la scène économique africaine, estimant qu'elle s'est imposée, sous la direction du président Abdelmadjid Tebboune, comme la troisième plus grande économie du continent. Une performance qui, selon lui, confère à l'Algérie un rôle central dans les dynamiques d'intégration et d'ouverture. Le président Tebboune a salué les propos de l'ancien chef d'État nigérien, qu'il a qualifié de «militant chevronné et fervent défenseur de l'Afrique», en particulier pour son engagement constant en faveur de la ZLECAf.

R. B.

Le président de la République du Tchad a souligné la contribution stratégique de l'Algérie au développement des échanges intra-africains.

L'ancien Président du Niger, Mahamadou Issoufou, a salué la montée en puissance de l'Algérie sur la scène économique africaine.

GUIBOLO FRANGA MATHIEU, MINISTRE TCHADIEN DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, À EL MOUDJAHID :

«MON PAYS MISE SUR DES ACCORDS AVEC L'ALGÉRIE DANS LES SECTEURS PORTEURS»

■ SAMIA BOUHLIB

Dans une déclaration exclusive à *El Moudjahid*, le ministre tchadien du Commerce et de l'Industrie salue l'organisation «exemplaire» de la 4^e Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) par l'Algérie, mettant en avant la qualité de l'accueil réservé par le pays hôte et l'importance de cet événement continental qui réunit chefs d'État et de gouvernement.

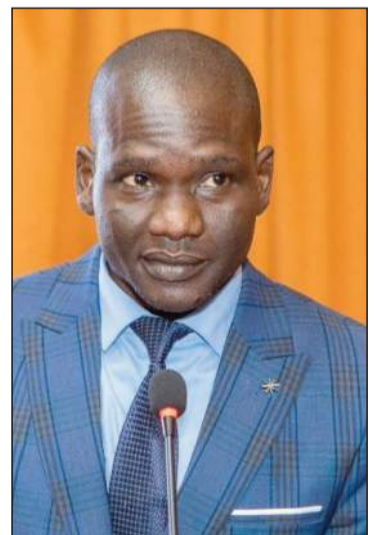
Guibolo Franga Mathieu a particulièrement souligné la participation active du président de la République du Tchad, le Maréchal Mahamat Idriss Déby, qui a conduit une délégation officielle pour prendre part personnellement à cette rencontre stratégique. «Cette assise est essen-

tielle pour renforcer les échanges et la coopération entre nos pays et sur l'ensemble du continent», a-t-il indiqué. Lors de la table ronde consacrée à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), Guibolo Franga Mathieu a souligné que cet instrument est conçu pour «transformer l'Afrique en un marché commun», favorisant l'«élimination des barrières tarifaires et la facilitation de la circulation des biens, des capitaux, des personnes et des entreprises». Il a insisté sur l'importance de «stimuler le commerce intra-africain» et de «promouvoir les investissements directs sur le continent». Le ministre tchadien a indiqué que «pour le Tchad, cette foire représente une occasion de présenter ses atouts écono-

miques et ses potentialités à travers le secteur privé, le partenariat public-privé et l'Agence nationale des investissements». Soulignant à ce propos que le Tchad dispose d'un «riche potentiel agricole avec 39 millions d'hectares de terres cultivables et un secteur de l'élevage particulièrement développé, comptant 156 millions de têtes de bétail et 10 millions de dromadaires». Et d'ajouter : «Nous voulons montrer au monde que le Tchad est une destination attrayante pour les investisseurs.» «Mon pays prépare actuellement une table ronde à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis, les 7 et 8 novembre prochains, dans le cadre de la présentation du Plan national de développement tchadien», a déclaré le ministre

Interrogé sur la possibilité de conclure des contrats avec l'Algérie, lors de cette nouvelle édition de la Foire intra-africaine, le ministre Guibolo Franga Mathieu a souligné que «plusieurs secteurs stratégiques sont particulièrement porteurs, notamment les mines, l'agriculture, l'élevage, les énergies renouvelables et les télécommunications».

Il a également souligné que le gouvernement du Tchad «met en place des mesures de défiscalisation pour les investissements dans ces domaines, incluant notamment les équipements agricoles et les projets liés aux énergies renouvelables, afin de réduire les coûts et de favoriser l'implantation d'entreprises sur le territoire national».



À travers sa participation à l'IATF 2025, le Tchad confirme son «ambition de jouer un rôle majeur dans le commerce intra-africain» et de «renforcer ses partenariats économiques à l'échelle continentale».

S. B.

OBASANJO SALUE UNE ÉDITION HISTORIQUE

L'ancien Président du Nigeria et président du Conseil consultatif de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) a rendu un hommage appuyé à l'Algérie, pour les efforts déployés en vue d'assurer le succès de cette 4^e édition de l'IATF.

■ SORAYA GUEMMOURI

S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture présidée par le président de la République, en présence de plusieurs chefs d'État et de délégations africaines, Olusegun Obasanjo a rappelé que le président de la République lui avait exprimé, lors de leur rencontre en juillet dernier, sa volonté de faire de l'édition d'Alger «la plus grande et la plus réussie depuis la création de la foire». Cette ambition, a-t-il souligné, s'est traduite par une mobilisation exemplaire des institutions algériennes aux côtés des organisateurs. Il a, en cette même occasion, tenu à exprimer sa «profonde gratitude» au président Abdelmadjid Tebboune pour sa généreuse et active coopération avec les instances organisatrices — Afreximbank, la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAf en vue d'assurer la réussite de cette quatrième édition. Il a aussi mis en avant la vision du président Tebboune dans l'impulsion du processus de développement économique au sein du continent dans divers secteurs.



Ph. : Nesrine

L'autre élément phare évoqué et à retenir est que l'Algérie confirme son rôle moteur dans la consolidation de la coopération africaine. Par son hospitalité, ses infrastructures et surtout par la vision du pré-

sident Tebboune, l'IATF-2025 s'impose comme un acteur incontournable du commerce intra-africain et de la diplomatie économique. Aussi, comme relevé par M. Obasanjo, l'IATF s'est im-

posée en quelques années comme le rendez-vous phare du commerce et de l'investissement en Afrique. «L'IATF n'est pas un simple événement, mais le symbole de la renaissance économique de l'Afrique, où

nous sommes réunis en tant que forces motrices du commerce et de l'investissement à travers les pays du continent, pour insuffler la vie et l'ambition dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)», a-t-il déclaré. Enchaînant, il notera que «cette Foire a démontré, tout au long des huit dernières années, sa grande capacité à rassembler acheteurs, vendeurs, investisseurs, innovateurs et gouvernements de toutes les régions d'Afrique, s'imposant ainsi comme une véritable locomotive pour l'accélération du commerce et des flux d'investissement».

A ce titre, le président du Conseil consultatif de l'IATF a rappelé que les trois premières éditions avaient généré plus de 120 milliards de dollars d'accords commerciaux et d'investissement, ouvrant la voie à de nombreux projets intra-africains. De même qu'il a fait part de sa conviction pleine et entière que la capitale algérienne, forte de l'organisation la plus large jamais enregistrée, avec la participation de 48 pays africains, franchira un nouveau cap en matière d'intégration économique.

S. G.

MAHMOUD ALI YOUSSEF, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UA : «L'AFRIQUE DOIT FRANCHIR UNE NOUVELLE ÉTAPE»



Le président de la Commission de l'Union africaine a souligné le caractère stratégique de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine et noté qu'elle intervient à «point nommé» pour l'avenir économique du continent. Dans une allocution prononcée en son nom par la vice-présidente de la Commission, Malika Selma Haddadi, Mahmoud Ali Youssouf a insisté sur l'impératif pour l'Afrique de franchir une nouvelle étape : «L'heure est venue de mettre l'accent sur l'innovation, la création de valeur ajoutée et l'industrialisation, afin que le continent ne demeure pas seulement exportateur de matières premières, mais qu'il devienne l'architecte de son propre développement industriel à même de renforcer sa prospérité», a-t-il relevé. Revenant sur le parcours de l'IATF depuis sa création en 2018, le président de la Commission de l'UA a mis l'accent sur le fait que «l'IATF s'est imposée comme un marché de l'investissement». «La première édition avait réuni plus d'un milliard d'exposants et généré des engagements d'une valeur de 32 milliards de dollars ; un montant qui a grimpé à 42 milliards malgré la pandémie du coronavi-

rus, a-t-il détaillé. Evoquant cette édition de 2025 d'Alger, le même responsable la qualifiera d'encore «plus prometteuse», considérant que chaque rendez-vous rapproche davantage le continent des ambitions fixées par l'Agenda 2063 de l'UA : bâtir une Afrique intégrée, connectée et prospère. Clair et précis, il soutient haut et fort que l'IATF dépasse le cadre d'un simple marché : «Ces rencontres constituent le tissu fondamental d'un continent intégré et prospère où développement, stabilité, croissance durable et ambition commune se conjuguent pour forger l'avenir», a-t-il expliqué, rappelant que l'Union africaine œuvre de concert avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et des institutions financières telles qu'Afreximbank pour concrétiser cette vision.

Il convient de signaler qu'avant de lire l'allocution du président de la Commission de l'UA, la vice-présidente, Malika Selma Haddadi, a salué la portée symbolique de la tenue de l'IATF-2025 à Alger et déclaré que cet événement reflète la position de l'Algérie en tant que phare de l'unité africaine et levier de l'intégration économique des États du continent. Elle a rappelé que l'Algérie, en tant que portail stratégique de l'Afrique, demeure un creuset de l'unité africaine et un accès privilégié aux vastes marchés du continent, tout en constituant un espace propice au renforcement des liens de fraternité et de coopération entre les États africains et ses peuples. M^{me} Haddadi a enfin mis en exergue le rôle fédérateur de l'Algérie, véritable passerelle entre les nations du continent, et exprimé la «profonde reconnaissance» de la Commission de l'UA envers ses partenaires pour l'organisation de l'IATF-2025.

S. G.

AFREXIMBANK :

«L'ALGÉRIE EST LA LOCOMOTIVE DE L'AFRIQUE»

Le président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a souligné, jeudi à Alger, le rôle pionnier de l'Algérie dans le renforcement de l'intégration africaine, affirmant qu'elle est la locomotive de la transformation économique du continent. Oramah Benedict a indiqué que «tout comme l'Algérie a contribué à faire de l'Afrique un continent indépendant, grâce aux sacrifices de ses enfants, à l'instar

d'Ahmed Ben Bella, Larbi Ben M'hidi et Mohamed Khider, elle contribue, aujourd'hui, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la transformation économique inédite que connaît le continent». Pour lui, l'organisation en Algérie de la 4^e édition de l'IATF témoigne du rôle de l'Algérie dans l'accélération de la cadence de l'intégration de l'Afrique et de sa croissance économique.

LA VICE-PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE NAMIBIE REÇUE PAR ARKAB :

«L'ALGÉRIE, UN MODÈLE DANS LA GESTION DU SECTEUR DES HYDROCARBURES»

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables s'est entretenu, hier à Alger, avec la vice-présidente de la République de Namibie, en visite en Algérie dans le cadre de sa participation à la 4^e édition de l'IATF-2025, a indiqué un communiqué du ministère. Dans ce cadre, Mohamed Arkab a mis en exergue «la nouvelle dynamique marquant les relations de l'Algérie avec les pays africains frères», soulignant «l'engagement de l'Algérie en faveur d'une politique énergétique basée sur les partenariats Sud-Sud et le renforcement de la présence des groupes Sonatrach et Sonelgaz sur la scène continentale, conformément aux engagements régionaux et de développement de l'Algérie et en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune». En présence notamment du PDG de Sonatrach il a fait état également des grandes contributions de l'Algérie en matière de formation des compétences africaines, à travers ses instituts spécialisés relevant du secteur de l'Energie et des Mines, selon la même source. Les deux parties ont



évoqué, par ailleurs, l'expertise algérienne en matière de recherche et d'exploration des hydrocarbures (amont et aval), le développement des gisements, le raffinage, la production et le transport du gaz et du gaz naturel liquéfié, outre son expertise dans les aspects réglementaires. Dans ce cadre, Arkab a réitéré la disposition de l'Algérie à accompagner la Namibie à travers la formation, le transfert d'expertises et de savoir-faire technique.

Pour sa part, Lucia Witbooi a fait part de la considération de son pays pour l'expérience algérienne dans la gestion du secteur des hydrocarbures, qu'elle qualifie de «modèle», exprimant la volonté de la Namibie d'en tirer profit pour développer son industrie pétrolière et gazière et d'élargir l'utilisation de l'énergie en appui à son économie nationale. Elle a, en outre, mis en avant l'intérêt de son pays à renforcer les partenariats avec les entreprises algériennes, à leur tête Sonatrach, pour développer l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, conclut le communiqué.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

HOMMES POLITIQUES, OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES, ... EN QUÊTE D'OPPORTUNITÉS

L'ouverture de la 4^e Foire commerciale intra-africaine marque une étape décisive dans la construction d'un espace économique continental intégré, où l'Algérie s'affirme comme un acteur pivot.

■ SAMIA BOUHLIB

Placée sous le signe «Passerelle vers de nouvelles opportunités», cette rencontre rassemble chefs d'État, décideurs, opérateurs économiques et institutions financières autour d'un même objectif : faire de l'Afrique une puissance commerciale et industrielle capable de s'imposer dans les chaînes de valeur mondiales. Dans les allées du CIC, le Centre international de conférences Abdelatif-Rahal, les forums traduisent l'effervescence d'un continent en quête d'opportunités, où la volonté politique rejoint l'ambition économique. L'Algérie, en accueillant cet événement de portée historique, envoie un signal fort : celui d'un pays qui ouvre ses portes aux partenariats stratégiques et qui place la coopération africaine au cœur de sa diplomatie économique, a-t-on relevé. Mais au-delà de la vitrine, l'IATF 2025 s'impose comme un laboratoire d'idées et un accélérateur de projets. Panels spécialisés, rencontres bilatérales et signatures de conventions témoignent de la dynamique enclenchée autour de secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture, les mines, les télécommunications et les transports. L'événement illustre l'urgence d'aller vers des échanges intra-africains plus « fluides », soutenus par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), tout en offrant un espace privilégié pour bâtir la « confiance entre investisseurs publics et privés ». C'est toute une vision qui se dessine : celle d'une Afrique qui mise sur ses propres forces, qui valorise ses ressources et qui aspire à une croissance durable et partagée.

Ainsi, Alger est en passe de devenir, durant une semaine, la capitale économique de l'Afrique, offrant au continent et au monde

un espace où se rencontrent ambitions, projets et opportunités.

Alger, la capitale économique de l'Afrique

Les délégations venues de différents horizons exposent leur potentiel, chacune cherchant de nouveaux marchés et des partenariats durables. Nous avons eu des entretiens avec plusieurs responsables d'entreprises et représentants de gouvernements, tous animés par l'idée de «dynamiser leur économie» et de «bâtir des coopérations concrètes».

Parmi eux, Danilo Ventura, directeur des affaires, investissements et marketing en Angola, souligne à *El Moudjahid* : «Le marché algérien représente pour nous un espace prometteur. Nous voulons bâtir des passerelles solides avec vos entreprises, notamment dans le domaine des investissements et du marketing.» Les représentants du Cameroun, de leur côté, ont insisté sur le rôle stratégique de l'agriculture, de l'élevage et de l'agroalimentaire : «Nos pays ont beaucoup à échanger dans ce domaine. L'Algérie peut devenir un partenaire clé pour transformer et valoriser nos productions.»

Luc Zhang, responsable de l'EURL ZTE Algérie, explique pour sa part : «Notre priorité est de renforcer les partenariats dans le numérique. Nous misons sur la formation des ingénieurs, le transfert technologique, l'accompagnement des startups et l'introduction de solutions innovantes en intelligence artificielle. Et pourquoi pas "Une plateforme technologique continentale" pouvant changer la donne et ouvrir de nouvelles perspectives à la jeunesse africaine.» Même si beaucoup de responsables ont décliné des entretiens, soit



Ph. : Nesrine



par contraintes d'agenda, soit parce qu'ils privilégiaient au maximum la recherche de meilleures affaires, la plupart affichent un objectif commun : «stimuler le développement des échanges en Afrique». Car, malgré son potentiel, le continent «ne s'ouvre pas encore suffisamment à l'intégration économique», alors même que les enjeux actuels imposent une «accélération des partenariats», a-t-on souligné.

Au fil des échanges, un constat s'impose : l'Afrique cherche à tirer parti de ses ressources et de son savoir-faire local, tout en attirant l'expertise et les investissements extérieurs.

«L'agriculture, l'énergie, les mines, mais aussi les télécommunications et le numérique s'affirment comme des piliers d'une intégration économique qui se construit pas à pas». Les interlocuteurs rencontrés, qu'ils soient issus du secteur public ou privé, partagent une même conviction : «La croissance du continent repose sur des partenariats solides, équilibrés et tournés vers l'avenir». Ainsi, Alger ne se contente pas d'accueillir un événement de grande ampleur.

Panels spécialisés, rencontres bilatérales et signatures de conventions témoignent de la dynamique enclenchée autour de secteurs clés

Elle devient progressivement un laboratoire de coopération, un lieu où s'esquissent de nouvelles alliances et où s'invente l'avenir économique de l'Afrique. Dans les discussions menées, l'idée de «complémentarité» revient avec insistance : chaque pays, avec ses spécificités, a un rôle à jouer pour bâtir un marché africain plus intégré, plus compétitif et plus attractif. Cette dynamique traduit une ambition partagée : transformer les rencontres et les promesses en projets concrets. Les opportunités mises en avant par les délégations, qu'elles concernent les terres agricoles, les ressources minières, l'énergie renouvelable ou encore la révolution numérique, témoignent de la richesse du continent et de sa capacité à se

projeter vers l'avenir. Pour Alger, cette effervescence est une occasion unique de confirmer son rôle moteur dans l'intégration africaine et de montrer que la capitale algérienne peut devenir un véritable hub économique et technologique à l'échelle continentale.

S. B.

SONATRACH MISE SUR L'INTÉGRATION ÉNERGÉTIQUE AFRICAINE

La participation de Sonatrach à la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine traduit sa volonté de consolider son rôle de catalyseur de la coopération énergétique sur le continent et de renforcer les partenariats stratégiques dans un contexte de transition énergétique mondiale.

Cette édition met en lumière l'importance de l'intégration régionale et du développement durable, deux axes sur lesquels le groupe pétrolier entend jouer un rôle moteur. Il se présente à cet événement majeur comme un acteur stratégique du paysage énergétique africain, affirmant sa détermination à explorer de nouvelles opportunités de coopération et à diversifier ses interventions vers les énergies renouvelables et la transition énergétique.

Sonatrach souligne que son expertise accumulée au fil des décennies, combinée à un solide réseau relationnel en Afrique et au-delà, constitue un levier essentiel pour promouvoir des partenariats durables. L'entreprise privilégie une approche intégrée qui associe transfert de savoir-faire, dévelop-

pement de projets conjoints et création de valeur ajoutée locale, contribuant ainsi à la montée en puissance des chaînes énergétiques continentales.

En marge de l'événement, une délégation de hauts cadres du groupe participe aux ateliers spécialisés consacrés aux enjeux de la transition énergétique, à l'innovation et aux perspectives de coopération dans l'industrie énergétique. Ces échanges, qui réunissent experts, décideurs et opérateurs africains, visent à identifier de nouvelles pistes de collaboration et à renforcer la complémentarité entre économies africaines.

Par ailleurs, des rencontres bilatérales sont prévues avec plusieurs entreprises et institutions présentes à Alger, afin d'explorer des opportunités d'investissement et de

consolider des alliances stratégiques. Cette démarche illustre l'engagement de Sonatrach à inscrire son action dans une logique de coopération gagnant-gagnant et à accompagner l'émergence d'un espace énergétique africain plus intégré, compétitif et durable.

Il convient de souligner que la production primaire d'hydrocarbures sera portée à 206 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2025, soit une hausse de 2,5% par rapport à l'année précédente, selon les prévisions du ministère de l'Énergie et des Mines. Cette progression équivaut à près de 5 millions TEP supplémentaires et s'inscrit dans une dynamique visant à renforcer les réserves nationales et à améliorer les techniques d'exploitation. Sur les neuf premiers mois de 2024, les exportations

d'hydrocarbures ont généré 34 milliards USD de recettes, tandis que la fiscalité pétrolière a atteint 3.035 milliards DA, représentant 86% de la valeur de la fiscalité dans le cadre de la loi de finances de l'exercice de 2024. Durant la même période, 15 nouvelles découvertes ont été réalisées par Sonatrach, confirmant la vitalité du potentiel national.

Outre cet apport quantitatif, les efforts de Sonatrach se concentrent sur le renforcement des partenariats internationaux et la consolidation de la place de l'Algérie sur la scène énergétique mondiale.

Des contrats ont été signés avec des majors comme Eni, TotalEnergies, Sinopec, Pertamina, Oxy et Repsol, tandis que des mémorandums ont été conclus avec Chevron et ExxonMobil en vue de futurs projets de forage et de production. Ces efforts témoignent de la détermination de Sonatrach à consolider sa position d'acteur clé dans l'approvisionnement énergétique et à accompagner les objectifs de développement durable.

S. B.

POUR CONSOLIDER LES LIENS ENTRE LES DEUX PAYS, LE PRÉSIDENT ORDONNE UNE LIGNE AÉRIENNE DIRECTE ALGER-N'DJAMENA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné l'ouverture d'une ligne aérienne directe vers la capitale tchadienne N'Djamena, en vue de consolider les liens entre les peuples des deux pays.

Lors d'une visite jeudi dernier, aux stands de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), au Palais des expositions (Pins Maritimes-Alger), dans le cadre de la cérémonie d'ouverture de la 4^e édition de cet événement, le président de la République a enjoint au président-directeur général d'Air Algérie d'ouvrir une ligne aérienne commerciale vers N'Djamena, insistant sur la nécessité d'inscrire cette ligne parmi les priorités de la compagnie. Le pré-

sident de la République a également ordonné la mise à disposition d'un port dédié à l'exportation du ciment.

Au niveau du pavillon des start-up et de la fabrication des réactifs médicaux, le président de la République a salué les progrès notables réalisés par ces entreprises, à même de répondre aux besoins du marché national. Le président de la République a écouté, à cette occasion, les explications fournies par des entreprises économiques natio-

nales, africaines et internationales, participant à cet événement qui se tient à Alger du 4 au 10 septembre courant.

Le président de la République s'est arrêté au stand des industries électroniques, puis au stand des entreprises des grands travaux, où il a suivi des explications sur les importants mégaprojets que réalise l'Algérie, avant de visiter celui de l'Union africaine.

R. N.



TABLE RONDE SUR LE COMMERCE INTRA-AFRICAIN REZIG INSISTE SUR L'ACTIVATION TOTALE DE LA ZLECAF

■ MOKRANE AÏT OUARABI

Le ministre du Commerce Extérieur et de la Promotion des Exportations, Kamel Rezig, a insisté sur la nécessité d'activer totalement la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) afin de « construire un marché unique », « stimuler la croissance » et « améliorer la compétitivité des pays africains ». Dans une allocution qu'il a prononcée à l'ouverture des travaux de la table ronde ministérielle sur la Zone de libre-échange continentale qu'il a présidée hier au Centre international des Conférences (CIC), dans le cadre de la Foire de commerce intra-africaine qui se déroule depuis jeudi à Alger, M. Rezig a estimé qu'il s'agit là d'« une opportunité d'échanger les points de vue pour pouvoir prendre des décisions ensemble au niveau continental ». Le ministre a poursuivi son intervention en soulignant l'« extrême importance » de la Zlecaf en tant qu'outil qui permettra de développer le commerce intra-africain qui demeure à des « niveaux très modestes, loin du potentiel existant et des ressources humaines et naturelles dont regorge notre continent ». « Il ne s'agit pas d'un choix mais d'une nécessité pour que l'Afrique sorte de sa dépendance du marché extérieur et consolide son économie afin qu'elle soit un modèle à suivre », a souligné Rezig qui a appelé dans ce sillage les pays africains à « redoubler d'efforts » pour rendre cette vision une réalité ». Une vision, a-t-il précisé, qui a été clairement définie par l'Union africaine et portée par ses agences. De son côté, le secrétaire général de la Zlecaf, Wamkele Mene, a fait état de ce qui a été déjà accompli pour concrétiser cet ambitieux projet continental tout en sérialisant les difficultés persistantes et les lenteurs pesantes. Selon lui, le commerce intra-africain a repris fortement après un ralentissement enregistré à cause de la pandémie de la Covid-19, atteignant ainsi les 220 milliards de 2024. Mais le volume des échanges commerciaux intra-africains, ne dépassant pas 15%, reste en deçà des potentialités humaines et économiques dont dispose l'Afrique. Pour lui, beaucoup de défis restent à relever, à commencer par la suppression des lourdeurs bureaucratiques, l'harmonisation des normes et la levée des barrières douanières. Cela sans oublier le rattrapage



en matière d'infrastructures de base et de la logistique des transports nécessaire pour la réalisation de l'intégration économique continentale. M. Mene a ainsi appelé l'ensemble des Etats africains à agir avec détermination et sans perdre de temps pour construire un marché continental commun à moyen terme ». Il a mis dans ce contexte les immenses opportunités que recèle cette zone de libre-échange en termes de débouchés, de création d'emplois mais aussi de stimulation de la croissance économique et du développement industriel. L'importance de la Zlecaf se trouve également dans ce qu'elle recèle comme capacités à renforcer la résilience économique du continent africain qui, une fois ce projet totalement abouti, n'aura pas à subir les chocs extérieurs ni à être à la merci du marché international. Le secrétaire général de la Zlecaf a relevé l'importance de créer une plate-forme africaine pour la promotion du marché domestique continental et la facilité des échanges commerciaux Sud-Sud. La vice-présidente de l'Afreximbank, M^{me} Kanayo Awani, a présenté les grands axes de l'action de la banque pour accompagner les pays africains dans leurs efforts afin de réaliser cet ensemble commercial continental. Elle a d'abord souligné l'importance du marché africain, avec son 1,4 milliard d'habitants. Elle a ensuite relevé l'importance de la Zlecaf en ce sens qu'elle permettra de « se libérer des chaînes des anciens pays colonisateurs pour concrétiser l'intégration économique africaine tant voulue par les pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), actuelle-

ment Union africaine. M^{me} Awani a par ailleurs insisté sur l'accélération de la mise en œuvre de la Zlecaf notamment à travers la levée des entraves bureaucratiques et les barrières tarifaires. La vice-présidente de l'Afreximbank a fait état d'un plan stratégique de la banque de 21 milliards de dollars qui a été réévalué à plus de 40 milliards de dollars pour aider les pays africains et soutenir leurs efforts allant dans le sens de la mise en œuvre de la Zlecaf.

Par ailleurs, une dizaine de ministres sont intervenus lors d'un riche débat qui a porté sur la facilitation du commerce et sur les chaînes des valeurs dans la Zone de libre-échange africaine. Parmi eux, on peut citer ceux de la Tunisie, de la Mauritanie, du Botswana, de l'Afrique du Sud, du Nigeria, de l'Ouganda, de la Gambie et de la République centrafricaine.

M. A. O.

RENFORCEMENT DES RELATIONS ENTRE LA JEUNESSE AFRICAINE HIDAOUI AFFIRME L'ENGAGEMENT DE SON DÉPARTEMENT

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), M. Mustapha Hidaoui, a affirmé, hier à Alger, que son département misait sur "la conjugaison des efforts et le réseautage avec les diffé-



rents frères africains", pour unifier les rangs des jeunes du

continent. Dans une déclaration à la presse en marge de la journée des diasporas africaines, organisée dans le cadre de la 4^e édition de l'IATF-2025 au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif Rahal", M. Hidaoui a indiqué que son département s'employait à "conjuguer les efforts et promouvoir les relations avec les frères africains dans divers domaines", rappelant dans ce cadre, l'organisation, par l'Algérie, du Forum de la jeunesse africaine, ainsi que des visites et des échanges qui ont fait d'elle "un modèle singulier en matière d'intérêt porté à la jeunesse, grâce au soutien du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à cette catégorie et à son autonomisation politique et économique". Il a, à cette occasion, réaffirmé la détermination de l'Algérie à "unifier les rangs de la jeunesse africaine, afin d'en faire une locomotive de développement du continent et assurer ainsi à l'Afrique un avenir prometteur". S'agissant de l'investissement dans les capacités des jeunes en tant que levier du développement du continent, M. Hidaoui a souligné que "l'Algérie s'est engagée dans cette voie en soutenant les start-up et en investissant dans les compétences juvéniles".

SALON AFRICAIN DE L'AUTOMOBILE LES ACTEURS DU SECTEUR SUR LE CONTINENT PRÉSENTS

Le Salon africain de l'automobile, organisé dans le cadre de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025), a ouvert ses portes, hier au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation des principaux acteurs du secteur de l'industrie automobile et de pièces de rechange sur le continent. Représentant le Premier ministre par intérim et ministre de l'Industrie, M. Sifi Ghrieb, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel

Rezig, a procédé à l'inauguration du Salon, en présence du secrétaire général du ministère de l'Industrie, Salem Ahmed Zaid, de la ministre tunisienne de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Fatma Chiboub, du ministre tunisien du Commerce et du Développement des exportations, Samir Abid, ainsi que des responsables de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et de l'Association africaine des constructeurs automobiles.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

Pr AMATH NDIAYE, ENSEIGNANT-CHERCHEUR À DAKAR (SÉNÉGAL) :

«L'AFRIQUE DOIT INVENTER SON MÉCANISME DE STABILISATION MONÉTAIRE»

L'universitaire, également membre du Comité de l'Union africaine pour la création de Banque centrale africaine (2010-2012), affirme que l'accueil par l'Algérie de cette 4^e édition de l'IATF est «à la fois un symbole de retour au cœur du jeu économique africain et un message fort de volonté de leadership». Il évoque également les conditions nécessaires de transformation de la ZLECAf, la favorisation de l'interopérabilité des plateformes numériques et l'éventualité du passage, à terme, à une monnaie unique continentale. Éclairages.

Entretien réalisé par :
FOUAD IRNATENE

El Moudjahid : L'Afrique se donne rendez-vous à Alger du 4 au 10 septembre dans le cadre de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine. Quels arguments ont-ils, selon vous, plaidé en faveur de l'Algérie pour abriter un événement aussi important ?

Pr Amath Ndiaye : L'organisation de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) du 4 au 10 septembre 2025 à Alger est hautement symbolique et stratégiquement justifiée. Plusieurs arguments majeurs ont plaidé en faveur de l'Algérie :

- Un ancrage historique dans le panafricanisme et la souveraineté politique : L'Algérie a joué un rôle central dans les luttes de libération nationale, accueillant de nombreux mouvements indépendantistes africains dans les années 1960-1970. Membre influent du Mouvement des Non-Alignés, elle s'est constamment positionnée en faveur d'une Afrique indépendante et solidaire. Ce capital politique historique pèse lourdement dans la mémoire collective continentale.

- Une contribution significative à l'Union africaine : Lors de la création de l'Union africaine, les cinq principales économies du continent (Libye, Nigeria, Égypte, Afrique du Sud et Algérie) ont volontairement accepté de contribuer à plus de 50% du budget de l'UA. L'Algérie, fidèle à cette tradition, est aujourd'hui perçue comme un pays moteur dans la relance du projet panafricain.

- Un engagement croissant pour l'intégration économique : L'Algérie s'est progressivement rapprochée des dynamiques d'intégration régionale, avec sa récente adhésion à la ZLECAF (ratification en 2021), son rôle actif dans le Comité des négociations commerciales, et sa volonté d'intégrer le groupe des pays pilotes de la ZLECAF. Accueillir l'IATF 2025 est à la fois un symbole de retour au cœur du jeu économique africain et un message fort de volonté de leadership.

- Une plateforme géographique stratégique : Carrefour entre la Méditerranée et le Sahel, avec d'importantes infrastructures portuaires, l'Algérie peut jouer un rôle de passerelle logistique entre l'Afrique subsaharienne et les marchés euro-méditerranéens.

L'IATF se veut l'espace concret qui traduit l'accord de la ZLECAF en une réalité économique. Faut-il redéfinir les priorités pour permettre à cette Zone de jouer pleinement son rôle ?

L'IATF se veut l'espace concret de mise en œuvre de la ZLECAF. Elle doit refléter les ambitions de cette dernière : créer un marché unique africain, promouvoir les échanges intra-africains, renforcer la compétitivité des entreprises locales et stimuler l'industrialisation. Toutefois, des ajustements stratégiques s'imposent pour que la ZLECAF joue pleinement son rôle :

- Renforcer la réglementation continentale commune, notamment dans les secteurs stratégiques. Par exemple, il est illusoire de vouloir développer une industrie pharmaceutique panafricaine sans harmonisation réglementaire. Il faut une agence africaine du médicament crédible, avec des normes communes de qualité, d'homologation et de certification.



- Libérer la circulation des personnes : L'intégration économique suppose une libre circulation. Les expériences du Rwanda, du Ghana et du Kenya, qui ont supprimé les visas pour les Africains, montrent la voie. Une telle mesure permettrait d'accélérer les flux d'affaires, les investissements et les échanges de compétences.

- Consolider les chaînes de valeur régionales en priorisant certains secteurs comme l'agro-industrie, les énergies renouvelables, les TIC, ou les équipements médicaux. Il s'agit de passer d'un commerce de produits primaires à un commerce de valeur ajoutée africaine.

- Favoriser l'interopérabilité des plateformes numériques (SIGMAT, E-tarif Book), la reconnaissance des certificats d'origine, et l'uniformisation des règles douanières pour fluidifier les échanges.

- Mettre en place une fiscalité d'incitation au commerce intra-africain, en réduisant les coûts de transit, les taxes non justifiées, et en harmonisant la TVA à l'import-export entre pays africains.

L'interconnexion des économies du continent s'érige en une condition indispensable pour valoriser les ressources continentales. Comment hisser les industries locales pour porter la souveraineté économique africaine et, par-dessus-tout, repenser le modèle économique africain ?

L'interconnexion des économies africaines est un levier stratégique pour valoriser les ressources du continent, créer de la richesse et bâtir une souveraineté économique collective. Pour y parvenir, plusieurs leviers doivent être activés :

- Une politique industrielle régionale : Il faut identifier les secteurs prioritaires à l'échelle sous-régionale (pharmaceutique, agroalimentaire, textile, matériaux de construction, numérique) et bâtir des écosystèmes industriels transfrontaliers.

- Miser sur la technologie et les savoir-faire africains : L'intégration de l'intelligence artificielle, de la robotique et de l'agriculture intelligente peut faire émerger une nouvelle génération d'industries adaptées au marché africain, moins capitalistiques et plus flexibles.

- Inciter les IDE dans les secteurs productifs : L'Afrique a besoin d'investissements directs étrangers orientés vers la transformation locale et non vers l'extraction. À cet égard, le modèle chinois des zones économiques spéciales, adossées à des transferts de technologie, doit inspirer les stratégies africaines. Mais il faut aussi garantir la sécurité juridique, la stabilité réglementaire et une meilleure protection des investissements.

- Créer des champions industriels régionaux : À travers des fusions-acquisitions, des coopérations industrielles, des joint-ventures publiques-privées. Ces champions pourraient porter l'innovation, l'exportation et les normes de qualité régionales.

- Repenser le modèle économique africain : Il ne doit plus reposer uniquement sur la rente (matières premières, dette, aide extérieure), mais sur la production, la transformation, la distribution. L'Afrique doit devenir un espace de valeur ajoutée, et non un simple marché de consommation.

Les banques, en particulier les banques centrales, jouent un rôle de catalyseur dans le financement du commerce intra-africain, en fournissant des solutions financières pour dynamiser les échanges. Que faut-il envisager pour que ces institutions apportent une plus-value meilleure ?

Le financement du commerce intra-africain repose en grande partie sur la capacité des institutions financières à offrir des outils adaptés aux réalités du continent :

- Banques de développement et de commerce : La Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la BAD, les banques régionales, comme la BOAD ou la BDEAC, doivent multiplier les lignes de crédit dédiées aux entreprises engagées dans les échanges intra-africains. Les instruments de garantie et d'assurance-crédit sont aussi essentiels pour sécuriser les transactions.

- Banques centrales comme catalyseurs : Elles doivent faciliter l'inclusion financière, renforcer les mécanismes de règlement interbancaire (comme Pan-African Payment and Settlement System), et promouvoir des systèmes de compensation continentaux pour accélérer les paiements transfrontaliers.

Cependant, l'instabilité monétaire constitue un frein : Beaucoup de monnaies africaines sont très volatiles, exposées aux chocs extérieurs.

Le commerce en monnaies locales, bien que souhaitable, ne peut prospérer que dans un cadre de stabilité macroéconomique et de coopération monétaire renforcée. Il ne suffit pas de promouvoir l'usage des monnaies nationales ; il faut les rendre crédibles, stables, convertibles, avec des réserves de change solides.

Sur le plan monétaire, l'idéal pour l'Afrique serait d'aboutir à une monnaie unique continentale. Toutefois, en attendant cette échéance, il est impératif de mettre en place un mécanisme africain de stabilisation des monnaies pour faciliter les paiements, réduire les incertitudes de change et renforcer la confiance dans les échanges intra-africains.

F. I.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

L'ALGÉRIE OUVRE SES PORTES À L'AFRIQUE

LE TRAIT D'UNION

L'Algérie ouvre ses portes à l'Afrique. À Alger, les diversités du continent se rassemblent, ses richesses se dévoilent et ses voix se répandent. Dans cette foire interafricaine, l'Algérie offre bien plus qu'un espace d'exposition : elle offre une scène où l'Afrique affirme sa grandeur, révèle sa vitalité et projette son avenir.

■ KAMELIA HADJIB

Cette rencontre, placée sous le signe de l'unité et du partage, illustre la vocation de l'Algérie à être un trait d'union. En accueillant les nations africaines, elle crée un carrefour où les cultures, les économies et les savoir-faire se rencontrent pour se compléter. C'est une Afrique plurielle, riche de ses langues et de ses traditions, qui trouve à Alger un lieu pour se dire et pour se montrer au monde. Mais au-delà des symboles, cette foire met en avant des réalités concrètes : les ressources naturelles abondantes, les innovations technologiques émergentes, les initiatives entrepreneuriales et les savoirs locaux qui dessinent le visage d'une Afrique moderne et ambitieuse. Chaque pays vient y présenter ses atouts, chaque secteur y exprime son potentiel, et ensemble, ils composent une image de force et de diversité.

Au cœur de cette dynamique, la jeunesse occupe une place centrale. Avec son énergie, sa créativité et son esprit d'initiative, elle est le moteur de l'entrepreneuriat africain. Des milliers de jeunes investissent au-



jourd'hui les domaines de la technologie, du numérique, de l'agro-industrie et des énergies renouvelables, en donnant naissance à une nouvelle génération de start-up. Ces initiatives ne sont pas seule-

ment des projets économiques : elles traduisent une volonté de transformer le continent de l'intérieur, de créer de la valeur et de bâtir un avenir souverain. Le potentiel de cette jeunesse est immense : elle repré-

sente plus de 60% de la population africaine, ce qui en fait la ressource la plus stratégique du continent. Chaque innovation, chaque entreprise créée par un jeune Africain est une réponse directe aux défis du

chômage, de la dépendance économique et du développement durable. C'est cette vitalité qui permet à l'Afrique d'espérer une croissance portée non pas uniquement par ses ressources naturelles, mais surtout par l'intelligence et l'inventivité de ses enfants. L'Algérie, consciente de cet enjeu, joue un rôle majeur dans cet élan. Elle accueille chaque année plusieurs milliers d'étudiants africains dans ses universités et ses grandes écoles, offrant un cadre d'apprentissage et de recherche qui contribue à former les cadres, ingénieurs et entrepreneurs de demain. Ce brassage académique et culturel est un atout considérable : il crée des passerelles, tisse des réseaux et prépare une génération panafricaine capable de bâtir ensemble l'Afrique de l'avenir. Aujourd'hui, elle offre également un espace privilégié d'échanges économiques entre les différents acteurs du continent, permettant aux entreprises, aux institutions et aux porteurs de projets de se rencontrer, de nouer des partenariats et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'intégration.

K. H.

NACERA HADDAD, SPÉCIALISTE DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES : «L'AFRIQUE EST UN FORMIDABLE RÉSERVOIR DE CROISSANCE»

La spécialiste des questions économiques et sociales, Nacera Haddad, affirme que l'avenir de l'Afrique se jouera dans sa jeunesse, rappelant que plus de la moitié de la population du continent a moins de 35 ans. Pour elle, cette force démographique doit être considérée comme un levier économique stratégique, capable de porter la croissance et d'impulser une véritable dynamique d'échanges entre les différents pays africains.

■ Entretien réalisé par :
KAMELIA HADJIB

El Moudjahid : L'Afrique est souvent présentée comme le continent de l'avenir. Comment percevez-vous le potentiel africain et la place que peut y occuper l'Algérie ?

Nacera Haddad : L'Afrique est en train de se transformer en un véritable espace d'opportunités. Elle dispose d'un marché interne considérable, jeune, en pleine croissance, et qui a besoin de biens, de services et d'infrastructures. L'Algérie, par sa position géographique et son appartenance à ce continent, a naturellement vocation à s'y projeter. Nous ne parlons pas ici d'une projection lointaine, mais d'une perspective déjà possible : nous avons les produits, le savoir-faire et les compétences pour occuper une place de choix dans ces marchés africains.

L'Algérie est très bien située pour exporter, en particulier dans l'industrie alimentaire. Nos produits sont de qualité, compétitifs, et ils peuvent répondre aux besoins croissants des pays africains. Mais au-delà de l'alimentaire, notre pays dispose d'une expérience précieuse dans les travaux publics et les grandes infrastructures. La construction de routes, de ponts, de barrages, fait partie de notre histoire industrielle. C'est un atout que nous pouvons mettre à profit pour accompagner le développement africain.

Quelle est, selon vous, la place des start-up dans le cadre de cette foire économique intra-africaine, et comment en tirer pleinement profit ?

Les start-up occupent une place centrale, car elles incarnent l'innovation et la créativité de la jeunesse africaine. L'Afrique est aujourd'hui reconnue par tous les observateurs comme un formidable réservoir de croissance. Pour transformer ce potentiel, il faut mettre en synergie nos moyens, en tant que pays africains, et identifier nos complémentarités ainsi que les axes prioritaires de développement. La consolidation de ce partenariat économique doit se faire au bénéfice des générations futures, mais aussi au profit de la jeunesse actuelle, qui représente un levier déterminant. La jeunesse africaine est un véritable moteur de croissance : plus de la moitié de la population a moins de 35 ans, ce qui en fait un facteur clé pour l'avenir. C'est pourquoi investir dans cette jeunesse est une nécessité. Il s'agit de renforcer les dispositifs d'accompagnement, d'innover dans les mécanismes de

soutien et d'orienter la dynamique vers le développement des affaires intra-africaines. Les start-up doivent être intégrées dans cette logique, notamment dans la politique de promotion de l'exportation.

Comment les jeunes et les start-up peuvent-ils contribuer au développement des exportations africaines ?

Les start-up doivent devenir des acteurs à part entière de la stratégie d'exportation. Elles sont capables d'innover dans la fabrication de produits compétitifs, de proposer des solutions dans les métiers liés à l'export, au conditionnement, à la logistique, au transport ou encore à la certification qualité. L'Afrique dispose déjà de nombreux atouts comparatifs : la disponibilité de l'énergie, la qualité de ses produits industriels et un marché intérieur en pleine expansion.

Les secteurs porteurs sont clairement identifiés : énergies renouvelables, technologies de l'information et de la communication, services à l'industrie, logistique et certification. Aujourd'hui, beaucoup de pays africains font encore appel à des services européens pour assurer le transfert technologique. Or, il est temps de créer cette richesse sur place, en mobilisant notre propre jeunesse et nos propres compétences. L'Algérie, par exemple, est bien positionnée pour exporter dans l'industrie agroalimentaire, grâce à des produits compétitifs et de qualité, mais aussi dans les travaux publics, la construction de routes, les services liés aux hydrocarbures, les cimenteries ou encore l'ingénierie. Ce savoir-faire peut et doit être capitalisé pour s'ouvrir davantage aux marchés africains.

Concrètement, quels mécanismes faudrait-il mettre en place pour que les start-up algériennes et les jeunes entrepreneurs jouent un rôle structurant ?

Il est nécessaire de consolider les dispositifs déjà existants, mais aussi de mettre en place une véritable ingénierie de développement du partenariat économique africain. J'ai toujours soutenu l'idée de créer une Agence de promotion des échanges interafricains.



Ce serait un instrument stratégique pour renforcer la coopération, fluidifier les échanges, accompagner les start-up et soutenir les jeunes entrepreneurs dans leurs démarches. Cette agence aurait pour mission de coordonner les initiatives, d'accompagner les projets portés par la jeunesse, de valoriser les complémentarités et de stimuler l'exportation dans des secteurs où nous avons un avantage compétitif. Elle permettrait aussi d'intégrer davantage les start-up dans les politiques publiques liées au commerce extérieur et à la promotion de l'exportation.

Il est important de rappeler que la jeunesse et les start-up sont capables de se positionner dans les métiers émergents, en particulier ceux de la logistique, de la certification, des services industriels, et dans toutes

les filières où la valeur ajoutée repose sur l'innovation.

Quel rôle particulier peut jouer l'Algérie dans cette dynamique continentale ?

L'Algérie dispose d'atouts considérables pour se projeter dans cette dynamique. Nous pouvons soumissionner sur de nombreux marchés africains grâce à la compétence de nos ingénieurs et à la solidité de nos entreprises. De plus, l'Algérie est très bien placée dans l'industrie agroalimentaire.

Nos produits sont compétitifs et de grande qualité, ce qui nous permet de répondre aux besoins croissants des marchés africains. À travers ses entreprises, son capital humain et ses jeunes start-up, l'Algérie a toutes les cartes en main pour jouer un rôle de locomotive dans la promotion des échanges intra-africains. C'est pour cette raison qu'il faut aller au-delà des dispositifs classiques et créer une ingénierie nouvelle, capable d'accompagner durablement le partenariat économique. L'avenir de l'Afrique dépendra de la capacité de ses pays à investir dans la jeunesse, à innover dans les dispositifs d'accompagnement et à faire émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs. La consolidation des économies africaines ne pourra se faire qu'à travers cette énergie nouvelle, portée par la jeunesse et incarnée par les start-up.

K. H.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

RÔLE ET PLACE DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'INTÉGRATION AFRICAINE

UN GRAND POTENTIEL À MOBILISER

Ce qu'il faut savoir est que la croissance du secteur privé africain pourrait aider le développement des marchés sur le continent.

■ FARID BOUYAHIA

Bien que le continent dispose de ressources humaines, naturelles et technologiques considérables, il n'en demeure pas moins vrai que son potentiel n'est toujours pas exploité, de façon optimale. Preuve en est, le climat dans lequel évoluent les entreprises africaines est loin d'être favorable à leur développement, en raison surtout de l'instabilité macroéconomique et politique, à laquelle s'ajoute la difficulté d'accès aux financements.

Malgré plus de deux décennies de croissance économique soutenue, une importante partie de l'Afrique peine encore à transformer cette trajectoire en gains réels pour sa population. Ce constat est à l'origine des réflexions sur les freins structurels au développement du continent, dont la faiblesse des échanges et de la gouvernance. Au regard de cela, l'Algérie plaide pour un marché commun et une industrialisation pour un développement durable et inclusif du continent, avec un plus grand rôle pour le secteur privé.

Le discours du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à cette occasion, vient le rappeler, à juste titre, en évoquant "les acquis considérables réalisés durant les deux dernières décennies, notamment l'activation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), l'adhésion de l'Union africaine (UA) au G20 et l'établissement de relations de partenariat avec les grandes puis-

sances et organisations économiques dans le monde". Il a souligné que "l'Algérie contribuera activement aux efforts visant à relever le défi du développement dans le continent". Il a, à ce titre, souligné "l'importance de créer un climat d'investissement favorable à tous".

Ce qu'il faut savoir est que la croissance du secteur privé africain pourrait aider le développement des marchés sur le continent, l'intégration régionale, l'environnement des affaires ou encore la compétitivité, sont autant d'enjeux d'avenir pour l'Afrique, qui pourraient être pris en charge dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Cette dernière devrait générer jusqu'à 450 milliards de dollars de gains économiques d'ici 2040, selon la Commission économique pour l'Afrique, mais sa réussite dépend largement des États et de leur capacité à la mettre en œuvre, avec une forte implication du secteur privé.

Il convient de rappeler que la ZLECAF a été conçue pour pousser les pays à s'unir dans le cadre d'un véritable marché commun, basé sur des actions qui vont de l'harmonisation des procédures douanières, à la création d'un régime de transport commun, en passant par une libéralisation totale des mouvements de capitaux. C'est sur cette voie que l'Algérie s'engage à apporter tout son potentiel pour le développement écono-



Le développement du secteur privé pourrait servir les États appelés à faire croître les partenariats public-privé, qui sont complémentaires.

mique en Afrique sur la base d'un programme, qui implique le secteur privé.

En effet, si l'Algérie met en avant ses efforts dans la bataille du développement, qu'elle mène depuis des années, elle n'insiste pas moins sur le rôle crucial qui doit être celui de tous les acteurs, dont le secteur privé, sur le front du développement de l'économie africaine. Le développement du secteur privé pourrait servir les

États appelés à faire croître les partenariats public-privé, qui sont complémentaires. Aujourd'hui, on parle de nombreuses entreprises et de start-up labellisées, ce qui démontre que certains États y croient réellement. Il est apparu très clairement que les acteurs du secteur privé, sur le terrain, ont une expérience et des idées très concrètes sur les problématiques actuelles du développement.

Par ailleurs, la transformation économique du continent ne pourra advenir sans un appareil public plus efficace, mieux outillé et capable d'anticiper des défis de

plus en plus complexes, tels que l'urbanisation rapide, la pression démographique, les vulnérabilités climatiques, ou encore les mutations technologiques avec, notamment, l'émergence de l'intelligence artificielle.

A cela vient s'ajouter la formation d'une élite capable de porter une vision commune de l'intérêt général africain, et de dialoguer avec les acteurs du secteur privé comme de la société civile. S'agissant des investisseurs étrangers qui misent sur le continent, ils sont appelés à faire évoluer leur état d'esprit et de mieux comprendre les enjeux de développement socioéconomiques.

F. B.

L'AFRIQUE AUX AFRICAINS

■ AMAR FEDJKHI

En accueillant la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025), l'Algérie confirme une nouvelle fois son rôle de catalyseur sur le continent. Alger devient, le temps d'une semaine, la capitale économique de l'Afrique, le carrefour où se croisent ambitions, savoir-faire et espérances d'un continent en pleine affirmation.

Loin d'une quête de leadership national, l'objectif affiché est clair. C'est de placer ce berceau de l'humanité au cœur des dynamiques mondiales. Les accords commerciaux attendus, dépassant les 44 milliards de dollars, illustrent le potentiel de ces rencontres qui rassemblent les grands acteurs économiques, de l'énergie à l'agroalimentaire. Mais au-delà des chiffres, c'est une image renouvelée du continent qui se dessine. Une Afrique qui se regarde autrement, qui s'assume et qui s'affirme. Cette foire n'est pas une simple

rencontre économique. Elle se veut une passerelle vers l'avenir. Le message adressé par le chef de l'État aux invités est limpide. Il s'agit de montrer une Afrique créative, résiliente et surtout jeune, qui se projette comme puissance émergente grâce à sa démographie, ses ressources et surtout l'énergie de sa jeunesse.

La Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) prend ici tout son sens. C'est de chercher de créer des circuits internes, renforcer la souveraineté économique et donner corps à l'intégration régionale. Plus qu'une démarche économique, c'est un choix stratégique. Un pas vers l'autonomie collective. Dans un monde en recomposition, l'Afrique, cette terre des ancêtres, refuse tout bonnement d'être un simple terrain de jeu. Elle prend l'initiative et veut tracer sa route et fait entendre aussi sa voix. La Banque africaine de développement l'a rappelé. Il est temps de renforcer les institutions financières africaines, d'accélérer la mise en œuvre

de la Zlecaf, de développer les infrastructures numériques et de s'imposer dans les instances internationales, notamment au G20, pour défendre des réformes plus justes.

L'Algérie, par sa position géographique et son poids diplomatique, assume pleinement ce rôle de catalyseur. Entre Méditerranée et Sahel, Afrique du Nord et Afrique subsaharienne, le pays offre à l'IATF-2025 une tribune à la mesure des ambitions africaines.

C'est un acte de leadership et un signal fort adressé aux partenaires. L'Afrique peut désormais se rassembler autour de ses propres projets et de ses propres intérêts. C'est ce visage, plutôt cette "image" que l'IATF met en évidence et veut véhiculer, celui d'un continent jeune, confiant et décidé à bâtir son avenir sur ses propres bases.

A. F.



UNE COUVERTURE MÉDIATIQUE EXCEPTIONNELLE

LA QUATRIÈME ÉDITION DE LA FOIRE INTRA-AFRICAINNE DU COMMERCE A CONSTITUÉ UN DOUBLE SUCCÈS POUR L'ALGÉRIE

■ KAFIA AÏT ALLOUACHE

En plus d'être un moment fort de rencontres économiques, l'événement se distingue par une couverture médiatique d'une ampleur exceptionnelle. Le gouvernement a mis en place un dispositif impressionnant, qualifié par le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, de «professionnel, complet et interactif».

Ce dernier a détaillé les moyens mobilisés : neuf plateaux télévisés, trois studios radio, deux salles de rédaction au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal et une troisième au Palais des expositions des Pins maritimes, ainsi qu'une salle dédiée au montage vidéo et à la conception graphique.

À cela s'ajoutent plusieurs écrans géants pour retransmettre en temps réel les travaux, un espace VIP pour les interviews, et plus de 80 techniciens et 30 journalistes mobilisés pour accompagner les médias. Au total, plus de 1 100 accréditations ont été délivrées, dont 175 pour des journalistes étrangers, un chiffre record qui illustre l'attrait suscité par l'événement. Le nouveau centre de presse du CIC a servi de cœur opérationnel à ce dispositif inédit, offrant aux rédactions des conditions techniques et logistiques modernes.

La mobilisation des médias nationaux a été déterminante. Télévisions publiques et privées, radios, journaux et plateformes numériques ont accompagné chaque étape de l'événement, multipliant reportages, débats et interviews. La radio nationale a donné une large place à la parole des experts et des entrepreneurs, tandis que la presse écrite et numérique ont consacré leurs unes et analyses



Ph. Nesrine T.

aux opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF). Le ministre de la Communication a rappelé que cette démarche s'inscrit dans la vision du président Abdelmadjid Tebboune de «promouvoir des solutions africaines aux

problèmes africains». L'objectif est clair : utiliser les médias comme partenaires stratégiques du succès de l'IATF, en mettant en lumière les opportunités d'investissement, les réussites nationales et le rôle de l'Algérie comme hub attractif.

Les experts soulignent que cette médiation contribue à renforcer la confiance et à rapprocher l'événement du grand public. Pour le Dr Karim Boudiaf, économiste, «cette visibilité médiatique favorise un climat de confiance et attire l'attention des investisseurs sur le potentiel algérien».

La communicante Nadia Saïdani a, de son côté, estimé que «les médias ont transformé un rendez-vous technique en un moment fédérateur et populaire».

Le président de l'Union des journalistes algériens, et vice-président de l'Union maghrébine des journalistes chargés des relations internationales, Mosbah Ghediri, a résumé l'esprit de cette édition en précisant que «la Foire intra-africain du commerce constitue une véritable vitrine mondiale pour l'Algérie, grâce au professionnalisme des médias nationaux dans la promotion de son approche envers les mécanismes commerciaux africains et la mise en valeur de ses capacités d'investissement».

Ainsi, au-delà des signatures de contrats et des rencontres économiques, l'IATF-2025 est un moment de rayonnement médiatique.

Les médias, par leur mobilisation et leur créativité, se sont imposés comme de véritables partenaires de cette réussite, donnant à l'événement une résonance continentale.

K. A. A.

Les médias, par leur mobilisation et leur créativité, se sont imposés comme de véritables partenaires de cette réussite, donnant à l'événement une résonance continentale.

PRESSE AFRICAINE

ALGER SOUS LES PROJECTEURS

■ TAHAR KAÏDI

L'IATF-2025 a cristallisé l'attention médiatique internationale sur un moment décisif du processus d'intégration économique africaine. La tonalité générale de la couverture internationale s'est caractérisée par un regard à la fois solennel et empreint d'espoir, soulignant l'enjeu crucial du développement durable, de l'innovation et de la coopération interafricaine.

Les médias internationaux se sont unanimement accordés pour positionner l'IATF comme une vitrine de la puissance économique émergente du continent africain, soulignant l'ambition affichée de l'Algérie de «devenir le carrefour incontournable des échanges intra-africains». Cette lecture médiatique valorise le rôle d'Alger non seulement comme capitale politique mais aussi économique, «capable d'orchestrer un événement de cette envergure, rassemblant plus de 2.000 exposants venus de 140 pays différents et attirant plus de 35.000 visiteurs professionnels». Sur le terrain, la couverture fait preuve d'une diversité stylistique et thématique notable. Plusieurs chaînes panafricaines et internationales ont déployé des studios en direct, des débats, des interviews et reportages approfondis sur les enjeux économiques,



Ph. Nesrine T.

politiques, technologiques et culturels de la Foire. La couverture a rendu compte des visites et interventions de hauts responsables africains et algériens, dont le président Abdelmadjid Tebboune, qui a réaffirmé le message «d'unité et d'auto-détermination de l'Afrique». La 4^e édition de l'IATF a été unanimement reconnue par les médias africains comme un événement de portée majeure pour le développement économique et l'intégration régionale du continent. Le discours inaugural du président Tebboune a particulièrement retenu l'attention. Tel que rapporté

Les médias internationaux se sont unanimement accordés pour positionner l'IATF comme une vitrine de la puissance économique émergente du continent.

par le quotidien égyptien *Al Ahrām*, son allocution a souligné avec force la nécessité d'une intégration économique renforcée afin de restaurer la place légitime de l'Afrique dans le concert mondial. Pour *Al Ahrām*, l'IATF est devenue «un catalyseur de l'autonomisation économique» et un «outil indispensable pour bâtir les fondations de l'avenir économique de l'Afrique».

Le rôle continental de l'Algérie est également fortement mis en avant par l'ensemble de la presse. *L'Economiste maghrébin*, publication tunisienne, salue le leadership algérien dans la co-organisation de l'événement, illustrant sa position stratégique comme pont entre l'Afrique du Nord, le reste du continent et les marchés internationaux. De même, le média nigérian *Business Day NG* met en exergue la déclaration de l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, qui qualifie l'IATF-2025 de symbole de «l'éveil économique de l'Afrique» et de moteur puissant pour l'expansion du commerce et des investissements intra-africains. La presse régionale illustre égale-

ment le souffle panafricain de la foire. La *Carta* du Mozambique relaie ainsi l'appel de son président, Daniel Chapo, insistant sur la nécessaire unité continentale pour parvenir à la paix, la sécurité, et le développement durable, tout en rappelant le soutien historique de l'Algérie à la formation des combattants du Front de libération du

Mozambique. Quant au journal congolais *Adiac*, il insiste sur le rôle de la Foire comme plateforme stratégique pour promouvoir des solutions économiques basées sur la valorisation locale des ressources, le développement de l'agroalimentaire et des industries créatives, et l'amélioration de l'accès des startups africaines au financement et aux marchés. L'IATF-2025 confirme, selon une large acception médiatique, la volonté affirmée de l'Algérie «d'assumer pleinement son rôle de carrefour stratégique entre l'Afrique, la Méditerranée et le Moyen-Orient, agissant comme un hub continental pour le commerce, l'investissement, et l'intégration économique».

Enfin, la couverture médiatique s'est appuyée sur une logistique particulièrement sophistiquée, avec neuf plateaux télévisés, trois studios radio, et une infrastructure digitale performante, assurant une diffusion optimale des contenus et permettant aux observateurs de suivre en temps réel les multiples dimensions du salon. Cette approche intégrée a permis de diffuser une image plurielle et dynamique de l'IATF, intégrant les aspects économiques, culturels et politiques et optimisant sa portée internationale.

T. K.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINNE - ALGER DU 4 AU 10 SEPTEMBRE

LANCEMENT OFFICIEL D'UNE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LE COMMERCE ET LA DISTRIBUTION

LES ÉCHANGES S'OPÈRERONT À GRANDE ÉCHELLE

■ SAMIA BOUHLIB

Le lancement officiel d'une nouvelle société spécialisée dans le commerce et la distribution a eu lieu hier, lors du deuxième jour de la Foire du commerce intra-africain (IATF) consacré à la journée des diasporas africaines au Centre international des conférences (CIC) à Alger. Cette société, spécialisée dans l'export, le commerce et la distribution de produits africains, est rattachée à Afreximbank, la Banque africaine d'import-export. Elle permettra, selon les organisateurs de l'événement, de renforcer les échanges africains. Dans une déclaration à *El Moudjahid*, Ayman El Zoghby, directeur du Trade, Investment & Corporate Finance à la Banque africaine d'import-export, a indiqué à ce propos : «Les produits africains ont longtemps

été soumis à des contraintes et commercialisés via des intermédiaires ou des acteurs étrangers non africains. Aujourd'hui, nous avons décidé de créer une société spécialisée disposant des outils nécessaires pour gérer les opérations de commerce et de distribution, permettant ainsi aux Africains de contrôler leurs produits et de les échanger directement entre eux.» Il a ajouté : «La société a déjà commencé ses activités et s'adresse à plusieurs secteurs, tels que les matériaux de construction, les énergies et les produits destinés aux consommateurs.» Et de conclure : «Cette initiative représente une étape concrète pour renforcer l'intégration commerciale et économique entre les pays africains.» Il précisera qu'elle offre aux acteurs locaux les moyens de mieux structurer et développer leurs échanges sur le continent.

S. B.



CONFIRMATION DU RETOUR DE HYUNDAI EN ALGÉRIE

LE PREMIER VÉHICULE SORTIRA DE L'USINE EN 2026

Dans un entretien accordé à *El Moudjahid*, en marge du Salon IATF-2025 à la Safex, le directeur de la Stratégie et de la Planification d'Entreprise de Hyundai pour la région MENA a dévoilé les détails du projet d'implantation d'une usine de production en Algérie. Un investissement majeur, une stratégie d'intégration locale ambitieuse et une vision claire pour le service client et l'exportation marquent le retour en force du géant sud-coréen sur le marché national.

Le constructeur automobile sud-coréen Hyundai officialise donc son retour et prépare l'installation d'une unité de production d'envergure, confirmant ainsi la confiance renouvelée des grands investisseurs internationaux dans le climat des affaires en Algérie. L'usine Hyundai assemblera, dans un premier temps, une gamme de cinq modèles conçus pour répondre aux divers besoins du marché local : trois véhicules de tourisme dont deux sont exposés à l'occasion du salon IATF, en l'occurrence «Grand I10» et «Accent» et deux véhicules utilitaires. Côté motorisation, la production débutera avec des modèles essence, mais le constructeur regarde déjà vers l'avenir. «Nous al-

lons étudier l'introduction de la technologie hybride et électrique», a confié M. Mossaab, signalant l'alignement de Hyundai avec les tendances mondiales de la transition énergétique. Tarek Mossaab a détaillé une feuille de route qui s'inscrit parfaitement dans les nouvelles orientations économiques du pays, basées sur la production locale, le transfert de technologie et la création de valeur ajoutée.

«Nous avons choisi d'implanter notre usine en Algérie car c'est un marché important dans le monde et qui renferme des potentialités énormes», a-t-il déclaré. Cette décision est portée par un plan d'investissement conséquent qui, selon ses estimations, pourrait dépasser les 200 millions de dollars. Cet engagement financier sera principalement orienté vers l'acquisition de technologies de pointe et la mise en place de chaînes de production modernes et durables. Le choix du site d'implantation fait actuellement l'objet de discussions avancées avec le ministère de l'Industrie, une collaboration que Mossaab qualifie de très positive. «Les différents ministères travaillent avec diligence pour permettre au projet de se concrétiser rapidement», s'est-il félicité, saluant au passage le rôle moteur

des hautes autorités du pays. «Nous remercions le président de la République pour son soutien à l'industrie et ses encouragements. Cela est un climat industriel propice qui nous incite à investir et à travailler en Algérie», a-t-il reconnu. Concernant la capacité de production, l'usine Hyundai va produire 50.000 véhicules/an. Et conformément à la nouvelle réglementation, Hyundai s'engage non seulement à respecter, mais aussi à «dépasser le taux d'intégration de 30%». Mossaab a été catégorique sur le standard de production : «La qualité des véhicules produits en Algérie sera la même qu'en Corée, en Europe ou aux États-Unis.» Cette garantie de qualité est fondamentale pour répondre aux attentes du client algérien et préparer la phase d'exportation.

L'un des axes majeurs du retour de Hyundai est la refonte totale de l'expérience client. «Notre retour vise à offrir le meilleur service au client algérien», a insisté le directeur de la Stratégie. Cet engagement se matérialisera par le déploiement d'un vaste réseau de 48 agents de distribution à travers 36 wilayas.

M. M.

LE MODÈLE EST EXPOSÉ AU STAND DE FIAT LA GRANDE PANDA BIENTÔT EN ALGÉRIE !

■ MOHAMED MENDACI

Fiat a présenté, ce jeudi, lors d'un événement marqué par la présence du Secrétaire général du ministère de l'Industrie, et organisé en marge de la tenue de l'IATF-2025, la Grande Panda, le prochain modèle à être produit à l'usine de Tafroui d'Oran. Avec l'achèvement des installations de ferrage et de peinture sur le site de Tafroui, les premières unités de pré-série de la Grande Panda seront produites dans les prochains jours, avant le lancement de la production en série prévue dans les mois à venir. Cette étape constitue une première historique pour l'industrie automobile algérienne : la production d'un véhicule en CKD, jalon majeur de la souveraineté industrielle du pays et de l'émergence d'un écosystème national solide et durable de sous-traitants. Choisie pour répondre aux besoins de la famille algérienne, la Grande Panda bénéficiera, dès son lancement, d'un taux d'intégration locale de 20%, que Stellantis s'engage à faire progresser au-delà de 30% d'ici 2026, soit deux ans avant le calendrier réglementaire, réaffirmant ainsi l'engagement à long terme du Groupe en faveur du développement industriel automobile de l'Algérie. Cette réalisation est le fruit d'un partenariat fructueux entre l'Algérie et Stellantis, fondé sur la confiance mutuelle et une ambition partagée de promouvoir la croissance industrielle, le transfert technologique et la mobilité durable au bénéfice de la société algérienne.

M. M.



Ph. Asselah

SPECTACLE CHORÉGRAPHIQUE «EARTH» LA DIVERSITÉ CULTURELLE AFRICAINNE CÉLÉBRÉE À ALGER

«Earth», un spectacle chorégraphique époustouflant, célébrant le patrimoine commun, la profondeur historique et la diversité culturelle de l'Afrique, a été présenté hier soir à Alger devant un public relativement nombreux.

Organisé à la salle Atlas (Bab El Oued) par l'Office national pour la culture et la communication (ONCI) dans le cadre de son programme culturel accompagnant la 4^e Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025) qu'abrite Alger du 4 au 10 septembre, le spectacle met en scène l'histoire riche en événements et la diversité culturelle africaine. Produit en 2025 par l'association culturelle El Moudja de Mostaganem, «Earth» déroule en 35 mn plusieurs tableaux chorégraphiques, appuyés par des illustrations audiovisuelles en arrière-plan, revisitant



Ph. : Nesrine T.

des stations phares de l'histoire de l'Algérie et mettant en valeur notamment la contribution de la civilisation égyptienne à la richesse culturelle de l'Afrique. Servi par une quinzaine de comédiens, pour la plupart des enfants formés par la troupe, le spectacle présente des aspects de la culture africaine à travers ses manifestations culturelles spécifiques à chaque pays, avec comme fil conducteur l'Algérie, revisitée à travers

des haltes importantes de son histoire profonde et ses célèbres héros depuis l'époque numide jusqu'à l'indépendance.

A travers une succession de tableaux chorégraphiques, soutenus par une bande son diffusée en off, les comédiens ont accompagné avec brio, par la grâce du mouvement et la beauté du geste, les différentes situations rendues dans le spectacle.

DE L'ORIGINE DU NOM «AFRIQUE»

De Rome à l'Andalousie, en passant par Carthage et le Maghreb, le mot «Afrique» a traversé les siècles. Mais ses racines les plus anciennes semblent bien plonger dans la terre algérienne.



ET SI TOUT AVAIT COMMENCÉ EN ALGÉRIE ?



■ PAR FARID BENRAMDANE (*)

L'histoire et l'étymologie du toponyme (nom de lieu ou nom géographique) «Afrique» auquel il faudrait associer Afri / Ifri / Afer / Afariq / Africa / Ifriqiya / Ifriqech / Banû Ifran, etc. ont fait l'objet pour les historiens, depuis les Grecs, les Phéniciens, les Romains, les Byzantins, les Arabes, les Espagnols, les Anglais jusqu'aux Français de la période coloniale, d'explications et d'interprétations les plus diverses et les moins inattendues. L'étymologie du nom Afrique reste, quoiqu'on dise, rattachée aux ressorts historiographiques des différentes hypothèses formulées à chaque période de l'histoire de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de manière générale.

D'excellents articles et de nombreuses références bibliographiques concernant l'étude des origines d'Afrique / Africa : des hypothèses savantes, des étymologies populaires ou imaginaires, mythologiques comme celle des Grecs, des essais d'explication comme celles des auteurs arabes, français ou maghrébins sont contenus, entre autres, dans *l'Encyclopédie de l'Islam*, nouvelle édition (1990) et *l'Encyclopédie berbère* (1985).

S'il y a bien une hypothèse qui, depuis sept siècles, commence à s'affirmer et à se construire progressivement comme étant celle la plus plausible, c'est celle qui rattache Afrique / Afrika / Ifrikiya à la racine «FR», au vocable lybico-berbère iFRi / aFeR / iFeR...

Ce que les historiens modernes appellent Berbérie Orientale, elle correspond, en fait, à la partie orientale du Maghreb d'aujourd'hui, sous le nom d'Ifrîkiya / Ifrikich, terme adopté par les Arabes.

Nous verrons comment, à partir des résultats des travaux de recherche menés depuis une trentaine d'années par des spécialistes africains et non-africains en toponymie et en onomastique (onomastique : science des noms propres) commencent à avancer des explications,

fondées sur des traitements informatiques, notamment de gestion de bases de données, rejoignant progressivement les intuitions interprétatives d'Ibn Khaldoun (XV^e siècle), d'une lucidité et d'une connaissance remarquables de la société maghrébine, du moins de ses systèmes de nomination. Il est le premier à rattacher le nom d'Ifri, ancêtre - éponyme des Banu Ifran (« enfants d'Ifran »), au vocable amazigh (ou berbère) « ifri » avec le sens de « caverne ». Lewicky, célèbre historien polonais, spécialiste de l'époque médiévale du Maghreb, dans l'écheveau des dissertations étymologiques données par les Grecs, les Romains, les Arabes, les Français, opte pour celle d'Ibn Khaldoun et ajoute quelques lignes : « si cette étymologie est juste, on peut supposer que la confédération des Banu Ifran (ou plutôt son noyau) a dû son nom au fait que les fractions zanâtiennes qui entraient, dans sa composition, vivaient à l'origine, dans des demeures troglodytes (grottes) » (*Encyclopédie de l'Islam*, 1990).

Pour Kotula, la notion d'Ifri a conservé à travers les siècles « son sens ethnique et géographique ; avec le temps, elle a même été employée pour définir tous les habitants du continent africain, tierce partie du monde antique (Salluste, Jugurtha, 17,3 ; Horace, *carminum*, III, 46), mais à partir du milieu du II^e avant notre ère, après la création de la province romaine d'Afrique, elle a commencé progressivement à désigner sa population, prenant une acception politique et administrative. Après la création de la province romaine d'Afrique (146 av. J.-C. - V^e siècle apr. J.-C.), elle a commencé progressivement à désigner sa population, prenant une acception politique et administrative.

Si des noms de ces grandes tribus de l'Afrique du Nord (ethniques ou ethnonymes) comme celles d'Ifran (Ifiran), Maghraoua, Ilouman, Ouémannou sont connues et facilement reconnues et reconnaissables, il n'en demeure pas que d'autres, ayant vu leurs morphologies altérées par le temps, sont également identifiables dans les formes usitées actuellement. Nous pouvons rapprocher Maghraoua de la forme arabisée dialectale actuelle Beni

Wragh (Ouragh). Ilouman cité par Ibn Khaldoun, a vu sa forme arabisée en Beni Louma (Belloumi), Ifeghoulen (Feghouli), Levathe (Louata), Meghiles (Meghila), Madjersen (Madjer), Makrensis (Makri), Badisen (Badis), etc.

Ce que les historiens modernes appellent Berbérie Orientale, elle correspond, en fait, à la partie orientale du Maghreb d'aujourd'hui, sous le nom d'Ifrîkiya / Ifrikich, terme adopté par les Arabes.

Le terme Ifrîkiya est, insiste le Tunisien Talbi, « indubitablement - quoi qu'en disent les auteurs arabes, emprunté au latin Africa ; le terme Africa, et les autres formes dérivées d'un même radical Afer (pl. Afri) sont attestées dans les sources latines avant bien la chute de Carthage ». Si les références historiques, sont nombreuses en la matière, notamment sur le rapprochement entre Africa / Africanus, c'est, sans contexte, en raison du surnom du général romain Scipion : Scipion l'Ancien, Scipion Africanus / l'Africain (235-183 av. J.-C.) ; « l'adjectif africanus est aussi maintes attesté à une époque antérieure à la chute de Carthage, après (146 av. JC). Le territoire, annexé par Rome fut appelé Provincia Africa ou carrément, d'après Gsell, Africa, par omission du substantif, simplement Africa » (*Hist. Ancienne*, VII, 2). Le territoire des indigènes était appelé Provincia Africa, pays des Afri, vivants sur le territoire de Carthage ».

Quant à l'origine d'Africa, si, pour Talbi, à partir de ce moment, le terrain devient plus mouvant, pour Gsell, « il vaut mieux confesser notre ignorance sur l'origine de ce nom ». Talbi réfute cette assertion et souligne : « pourtant, de l'Antiquité à nos jours, plusieurs théories, plus ou moins ingénieuses ou convaincantes, ont été échaudées ».

En effet, l'état actuel de la connaissance que nous avons de la toponymie locale nous permet de dire que nous sommes, d'emblée, et le cas n'est pas unique, en face de l'expression latiniste, ou carrément de « la thèse latiniste », pour reprendre l'expression de Cheriguen (1994). L'enjeu historique est lié, évidemment, au type de rapports à r / établir entre la toponymie et le peuplement initial de l'Algérie

et de l'Afrique du Nord, et par conséquent sur une de ses manifestations historiques et idéologiques la plus saillante : « la continuité coloniale », mise en œuvre par les officiers - archéologues et linguistes de la période coloniale : « un certain nombre de vocables en usage dans les dialectes berbères actuels sont issus du fonds indo-européen ». Certains n'hésitent pas à rattacher, à partir des noms de lieux, le substrat linguistique pré-berbère à un « peuplement européen très ancien du pays ». (Pellegrin, 1956).

Toute une mythologie généalogique, à cet égard, d'origine grecque, latine puis reprise par les Arabes, existe sur Africa. D'après Gsell, Africa, pays des enfants d'Afer, serait le fils d'une princesse Libye, soit fille de Jupiter, ou de Neptune ou d'Epaphus ; ou encore le fils de l'Hercule libyen ; ou de Cronos et de Phylira ; ou d'Abraham et de Cétura ; ou encore le petit-fils d'Abraham et chef d'une expédition en Libye, etc..

Dans le prolongement du mode de traitement développé dans l'Antiquité, il n'est pas difficile d'établir le rapprochement aussi bien généalogique que linguistique adopté par les Arabes pour justifier l'existence d'une filiation arabe, sémitique voire biblique inhérente à l'origine d'Afrique (El Bekri, Ibn Abi Dinâr, Al Baladhuri), en ayant recours à un ancêtre éponyme nommé généralement Ifrikis, ou encore quelquefois Ifrikish / Ifrikich. Cette explication, reprise par la suite avec des variantes, par la plupart des chroniqueurs et géographes arabes, fut rejetée par Ibn Khaldoun, la reléguant au statut des « histoires creuses ». Cela ne l'a pas empêché, toutefois, par l'adosser à son compte, en relatant la fameuse légende présentée par les chroniqueurs arabes selon laquelle Ifrikis ou Ifrikish est, faisant écho, entre autres, à une légende gréco-juive. Selon Tissot : il serait un héros purement arabe, un puissant roi du Yémen contemporain de Salomon, et les Berbères des Orientaux cananéens himyarites. Ce dernier roi aurait donné son nom à la région conquise.

Toute une littérature, cependant, existe sur l'étymologie du toponyme Afrique. Nous nous limiterons aux plus récurrentes : avrik de averkan, par sonorisation de la consonne bilabiale V>F ou B : afrik / aferkan / Aberkan « noir » en amazigh, couleur, à l'évidence, de la majorité des habitants du continent, donnant Berkani, Tiberkanine...

● Ce que les historiens modernes appellent Berbérie orientale correspond, en fait, à la partie orientale du Maghreb d'aujourd'hui, sous le nom d'Ifrîkiya / Ifrikich, terme adopté par les Arabes

DE L'ORIGINE DU NOM «AFRIQUE»

ET SI TOUT AVAIT COMMENCÉ EN ALGÉRIE ?

(Suite de la page 19)

La seconde établit un rapport Taferka, avec le sens de «terre», «propriété terrienne» à Aferkiw : «le terrien, celui qui vit sur la terre», pour aboutir à la forme latine africanus. D'autres possibilités font dériver notre nom du grec aphrike («sans froid»), du latin aprica («ensoleillé, exposé au soleil»), ou d'un autre terme latin africanus (ventus) désignant en Italie, le «vent pluvieux» en provenance de la région de Carthage, puisqu'à l'origine, les Romains nommaient uniquement «Afrique» cette partie nord du continent. Pour d'autres chercheurs, nous l'avons énoncé plus haut, le mot Afrique proviendrait de la tribu des Banu Ifren/Ifran (tribu amazighe). L'ancêtre des Ifren est Ifri et ce sont les Romains qui ont donné le nom Afrique aux habitants de la région orientale du Maghreb actuel. Ifren est l'ancêtre de la tribu des Banu Ifren, nom identifiable dans Iforen/Afer/Afar ou Ifuraces, nom que Corripus, fameux poète épique romain du IV^e, utilise pour désigner ces Amazighs Zénètes, habitants de l'ancienne tripolitaine. De nombreuses études citent le rôle joué par les Banu Ifran ou Ifrenides dans l'histoire des soulèvements contre les occupants étrangers qu'ils soient romains, vandales ou byzantins. Les récits sur leur engagement avec la Kahina et leurs révoltes contre les pouvoirs omeyyades, abbassides, fatimides, zirides, etc. sont amplement relatés dans les écrits de nombreux historiens.

L'hypothèse sémitique

L'hypothèse sémitique suggère que le terme Afrique (latin Africa) provient d'une ancienne racine sémitique, '-F-R, qui veut dire «poussière», «terre», «sol». Cette racine est largement attestée en hébreu (afar), en arabe (afar), en araméen et en akkadien (epēru), tous faisant référence à la poussière ou au sol sec (Nanjira, 2010). D'après ce texte, 'afriqah aurait fait référence à «la terre poussiéreuse» ou «le pays de la poussière», une description qui s'aligne avec le climat semi-aride du Maghreb.

Le terme aurait été transmis via le punique, variante nord-africaine du phénicien, parlée à Carthage et dans ses colonies à partir du IX^e siècle av. J.-C. Ses locuteurs avaient tendance à nommer les régions en fonction de leur apparence naturelle ou de leurs habitants (Lancel, 1992). Selon Warming-ton (1960), le terme aurait été adopté par les Romains suite à la Troisième Guerre punique (146 av. J.-C.), latinisé en Africa pour désigner la nouvelle province romaine. Cette supposition est attrayante en raison de sa cohérence sémantique et de son adéquation au contexte historique : la présence de Carthage aurait un impact sur la toponymie et l'ethnonymie locales (Fantar, 2007). Elle établit aussi un lien entre le nom de lieu et une large famille linguistique afro-asiatique, mettant en évidence de vieilles continuités culturelles. Toutefois, plusieurs problèmes persistent : On ne trouve aucune inscription punique qui mentionne explicitement le terme 'afriqah ; la transformation de la consonne pharyngale ʕ 'ayn en voyelle initiale dans Africa n'est pas entièrement élucidée (Krahmalkov, 2000) ; enfin, l'hypothèse berbère, qui postule que le nom provient du peuple Ifri («gens des grottes»), s'appuie sur des sources médiévales (Ibn Khaldoun) et présente un ancrage ethnolinguistique



plus solide (Naït-Zerrad). En définitive, l'hypothèse sémitique reste envisageable sans pour autant être déterminante : elle apporte un éclairage sur l'entrelacement des strates culturelles en Afrique du Nord - libyco-berbère, phénicienne, romaine - et facilite la compréhension des interactions linguistiques et des échanges civilisationnels qui ont modelé le nom du continent (Brett & Fentress).

Cheikh Anta Diop : plus dans la perspective historique et politique

Selon Cheikh Anta Diop, le terme Afrique trouve son origine dans l'égyptien ancien, plus précisément dans la racine Af-rui-ka. Il en déduit que cela signifie «terre de l'ouverture» ou «tourné vers l'ouverture». Cette supposition est formulée dans le cadre de sa célèbre thèse qui postule la présence d'une continuité historique et culturelle entre l'Égypte des pharaons et le reste de l'Afrique subsaharienne. Dans ses ouvrages (Nations nègres et culture, Antériorité des civilisations nègres), Cheikh Anta Diop met l'accent sur la nécessité de restaurer la place centrale de l'Afrique dans le récit historique. En ce qui concerne l'étymologie du nom Afrique, il remet en question les interprétations uniquement issues du grec, du latin ou de l'Europe et suggère d'explorer les origines du terme directement en Afrique. Certes, cette interprétation est novatrice, axée sur l'Afrique, mais elle est contestée par la plupart des spécialistes de l'Égypte ancienne, qui favorisent l'étymologie amazighe : ethnonyme ou nom de peuplement, tribu : Ifri. C'est moins l'analyse technique onomastique qui est pertinente chez Cheikh Anta Diop que la perspective historique et politique qu'il faut retenir de la lecture du célèbre anthropologue sénégalais, dans sa dimension africaine et universelle la plus féconde. Cette hypothèse explicative et non étymologique a une portée symbolique et idéologique : elle s'implique dans la réappropriation de l'identité africaine en la basant sur ses propres langues et coutumes, plutôt que sur les appellations imposées ou narrées par les envahisseurs, conqué-

rants, voyageurs... (Grecs, Romains, Arabes, Anglais, Espagnols, Portugais...). Il soutient l'idée d'une continuité historique et culturelle entre l'Égypte des pharaons et le reste de l'Afrique, y compris la région subsaharienne.

Ifri>Afri>Africa>Ifrikiya : du local au continental

Les Romains et les Carthaginois adoptent cet ethnonyme en l'adaptant à leur langue : ils désignent ainsi les Afri, résidents du Maghreb oriental. Phonétiquement, la transition de Ifri à Afri est attribuée à l'élimination du i- initial (aphérèse), jugé faible, et au remplacement par a-, plus stable en latin. Cette version prend en compte la consonne f- et intègre le format afin de respecter ses propres particularités phonétiques et morphologiques. L'Afrique est ensuite formée à partir du latin, en ajoutant le suffixe «-ica», qui est couramment utilisé pour créer des noms de territoires, comme Gallia devient Gallica et Germania se transforme en Germanica (Ernout, Meillet, Pellat, Camps). Ainsi, l'adjectif Africanus est créé avec le suffixe «-anus» pour indiquer l'appartenance ou la provenance, tout comme pour Romanus → «de Rome», Hispanus → «d'Hispanie», Britannus / Britannicus → «de Bretagne», Tuscanus → «de Toscane»... Au cours de la conquête arabe, les nouveaux locuteurs adoptent et modifient le nom géographique : Africa se transforme en Ifrikiya (إفريقيّا). Ce processus nécessite un retour à un «i- initial», plus naturel en arabe et potentiellement influencé par la persistante utilisation d'un radical amazigh vivant à cette époque. La consonne latine c /k/ est représentée par le qāf (ق), ce qui donne la terminaison «-qiyā», reproduisant fidèlement la terminaison «-ica» du latin.

Ainsi se dessine une chaîne d'évolution cohérente : ifri (nom commun) → ifran (ethnonyme) → afri (adaptation punique/latine) → africa (territoire) → africanus (adjectif) → ifrikiya (relecture arabe).

Cette progression linguistique indique que la racine amazighe n'est pas simplement un élément de dénomina-

De Rome à l'Andalousie, en passant par Carthage et le Maghreb, le mot «Afrique» a traversé les siècles. Mais ses racines les plus anciennes semblent bien plonger dans la terre algérienne

tion géographique, mais qu'elle a également servi de fondement étymologique au nom du continent. Les modifications phonétiques notées (chute de la voyelle initiale, suffixation en -iya...) présentent un caractère régulier et sont analogues à d'autres exemples de passage de tamazight au latin puis à l'arabe. L'apparition du «i» dans Ifrikiya met en évidence la durabilité de la sensibilité linguistique amazighe dans la région durant le Moyen-Âge, témoignant d'une remarquable continuité onomastique allant de la préhistoire à l'ère musulmane.

«Afrik – Afrika» (Miriam Makeba) : des signes et des noms

Ainsi, nous voyons bien que deux domaines de connaissance sont convoqués pour élucider l'étymologie du terme Afrique : l'épigraphie et la toponymie. Si le premier domaine a fait l'objet de nombreuses études approfondies, il n'est pas exagéré de dire que le deuxième est le parent pauvre de la recherche linguistique. Le constat peut être aisément et malheureusement élargi au Maghreb (Recueil bibliographique, Benramdane et Atoui, 2005).

Heureusement depuis une trentaine d'années, de nouvelles recherches concrétisées dans des mémoires de licence, master, magister et thèses de doctorat, des ouvrages, des dictionnaires plus ou moins spécialisés ont trait, directement ou indirectement, à la dénomination des tribus, des lieux et des personnes au Maghreb, mais c'est sans conteste l'Algérie qui est présente sur le terrain de la toponymie, que ce soit à l'échelle régionale ou internationale, notamment à travers le groupe des experts de l'ONU sur la normalisation des noms géographiques. Le pays possède, en outre, en la SASO (Société algérienne savante d'onomastique), la première association dans le monde arabe et la deuxième en Afrique (après l'Afrique du Sud) dédiée à l'étude scientifique des noms propres (ou onomastique). Les études menées jusqu'à présent sur les noms de lieux algériens, maghrébins, voire méditerranéens ont permis de saisir les mécanismes qui seraient à la base de la désignation spatiale.

DE L'ORIGINE DU NOM «AFRIQUE»

●●●

Ifri : la mémoire de la roche et du lieu

IFRI, ainsi qu'une série de vocables, dérive de la racine FR. En Algérie, au Maroc, en Tunisie et bien plus loin, ifri, pluriel ifran, ifraten, tifran, a le sens de «caverne, grotte» mais aussi de «bassin artificiel, destiné à recevoir l'eau des montagnes» (Laoust, 1942). D'autres interprétations de cette racine ont été développées par Mercier (*La langue libyenne et la toponymie antique de l'Afrique du Nord*, 1924) et Pellegrin (*Les noms de lieux d'Algérie et de Tunisie*, 1949). Des spécialistes en toponymie maghrébine (Laoust, Pellegrin, Cheriguen, Benramdane, Atoui, Allati, Haddadou...), mettent en évidence le rapport entre Ifri et Afrique, n'hésitant plus à être catégoriques, partant des formes attestées issues des sources latines bien avant la chute de Carthage.

Durant les périodes espagnole et otomane, ce nom n'en est pas moins cité. Sous le règne du Bey Bechelaghem (1708-1732), à Oran, «la ville connaissait quatre faubourgs, il s'agit de Yfri, situé sur le flanc du Murdjadjo» souligne Benkada, spécialiste en topographie historique et ancien maire d'Oran. Durant la période espagnole, le nom d'Ifri est mentionné sous diverses orthographes : Yfre, «ifre», Yeffri (Hontabat, Vallejo, Tinthoin). Plus loin au Moyen Age, le célèbre géographe du XII^e siècle, El Idrissi, cite Cap Ifrân, situé à l'est de Carthage. Despois (1935), reprenant les textes des chroniqueurs ibadites (1018-9) mentionne dans l'oasis d'Ouargla un village appelé «Ifrân (ifran, ifrân ou Farân)». Au Maroc, dans le Haut Atlas, Laoust relève qu'Ifri, sans aucune épithète, a donné son nom à cinq villages. Il ajoute une remarque intéressante : «Sans doute parce qu'elle est percée de grottes.» Peyras (Encyclopédie berbère) recense un autre représentant de notre toponyme : «Il n'est pas impossible que le toponyme espagnol actuel IFRE provienne du mot berbère IFRI, lieu d'implantation d'une fraction des Banu Ifran, dans les environs de Mazarroun, dans la province de Murcie, d'après les traditions de généalogistes berbères médiévaux. (1069)»

Ifri et Ifren : l'empreinte amazighe

L'empreinte du terme amazigh Ifri («grotte, abri») est significativement présente dans les noms de lieux de la péninsule ibérique, que ce soit en Espagne ou au Portugal. Les Banū Ifran, qui se sont établis en Andalousie au XI^e siècle, ont laissé leur empreinte sur la région de Ronda et ses alentours, comme l'ont noté Ibn Ḥayyān et Ibn Khaldūn. Plus à l'Est, le site d'Ifre à Mazarroun (Murcie) représente un indice toponymique significatif, que López (2008) et Benramdane (2015) jugent être un vestige de la présence zénète.

Des études toponymiques relèvent également d'autres formes dérivées, parfois influencées par l'espagnol, telles qu'Ifrân ou Ifra qui apparaissent sur des cartes médiévales, ainsi que des variantes comme Fraga ou Frigiliana que certains spécialistes tentent de rattacher à la même origine étymologique, bien que celle-ci reste débattue. Dans le paysage toponymique portugais, plusieurs noms de lieux évoquent aussi cette origine, comme Alferrarede (Abrantes) ou Alfarrobeira. Ils pourraient provenir, comme le suggèrent des spécialistes locaux, de «l'arabe» al-Ifri ou de noms de tribus berbères établies durant l'ère omeyyade. Ces résidus attestent que la sphère ibérique a servi de territoire d'expansion pour le vocabulaire amazigh, ancrant dans le décor une mémoire des Banū Ifrân et, de façon plus générale, de l'existence amazighe.

Établissons un raisonnement logique liant FR / FRN à l'Afrique et nous retiendrons ce qui suit :



1. Sémantique constante : FR → ifri signifie «grotte / abri». On retrouve une grande fréquence de toponymes comportant le terme ifri en Afrique du Nord, souvent en lien avec des formations naturelles de type cavité. (Preuves : noms liés à l'archéologie ou à la toponymie).

2. Transmission onomastique (des noms) : les noms de groupes/tribus (par exemple, Banu Ifran) peuvent être utilisés comme éponymes pour une zone géographique. Un exonyme (nom donné par des étrangers) latin/romain (Africus/Africa) aurait pu être influencé par des formes locales ou être basé sur des ethnonymes préexistants - ou vice versa, il y a eu chevauchement et relecture entre le latin, tamazight et l'arabe. Les recherches historiques mettent en évidence ces relations complexes entre les langues.

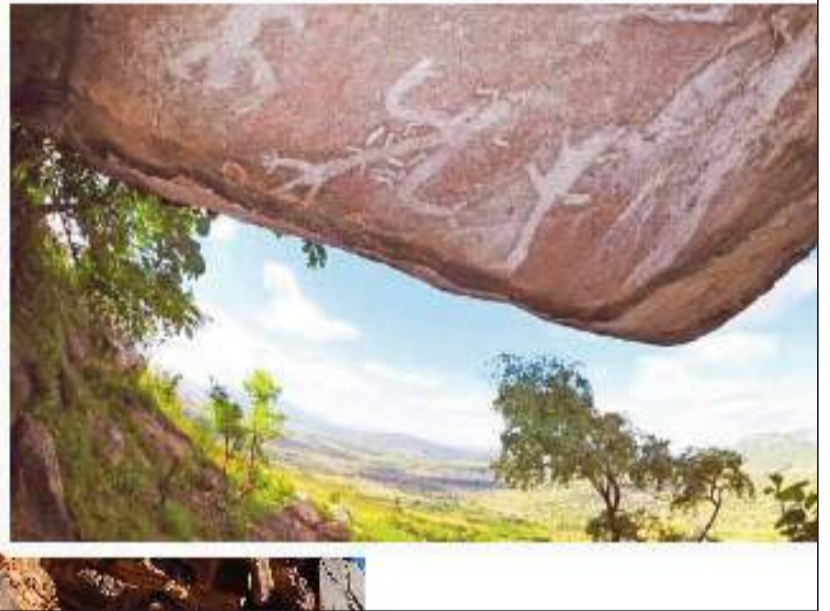
1. Variante FRN : le terme avec un «n» final (Ifri>Ifren, Ifran, Ifren...) découle d'un pluriel collectif ou d'une dérivation morphologique en amazigh ; il peut avoir des significations comme le pluriel de lieux appelés «grottes», ou une signification métonymique comme «habitants des grottes». Par conséquent, Ifri (singulier) se transforme en Ifren / Ifran (pluriel/collectif), pouvant se convertir en ethnonyme (Banu Ifran) ou Ifrenides (forme hispanisée) et toponyme de région (ex. Territoire des Banu Mezghana, Beni Tala...)

2. Il existe un rapport établi et historiquement attesté entre l'origine FR/FRN (Ifri/Ifren) et la nomenclature géographique/ethnique qui a contribué aux appellations Ifriqiya/Africa, le tout adossé, comme nous le faisons, à une combinaison de preuves convergentes : linguistique, historique-onomastique, archéologique).

D'Ifri à Ifrikiya : la signature invisible

La question de la datation de la naissance du toponyme Afrique invite à un examen rigoureux de la racine berbère FR, dont la productivité lexicale est attestée sur l'ensemble du Maghreb. Les recherches menées en Algérie (CRASC, universités, laboratoires SASO...) constituent une base solide pour une analyse linguistique et toponymique de cette racine. L'interrogation sur l'origine du nom Afrique nécessite une analyse minutieuse de la racine amazighe FR, dont la richesse lexicale est prouvée à travers toute l'Afrique du Nord et la Péninsule ibérique. L'étude effectuée en Algérie, portant sur un ensemble de plusieurs dizaines de milliers

● **La recherche indique que le terme Afrique pourrait avoir une origine endogène, issu de la production linguistique des populations autochtones du continent, plutôt qu'un simple dérivé du latin**



de noms, fournit une assise solide pour une analyse linguistique et toponymique de cette racine. Ces recherches, réalisées dans un contexte multidisciplinaire, allient la linguistique, l'anthropologie, l'archéologie et la géographie.

Elles ont profité d'un processus de numérisation qui rend ce patrimoine visible et susceptible d'être interrogé sous ses aspects historiques et transculturels. Cette stabilité sémantique et morphologique suggère une ancienneté remarquable de la racine et une continuité culturelle qui traverse les siècles. L'étude des corpus révèle un nombre important de toponymes qui reprennent la racine FR, sous des formes variées. Et c'est le cas de l'Algérie, le plus vaste pays d'Afrique et du bassin méditerranéen : Ifri, Ifrene, Beni Ifrene, Tifrit, Tifra, Tafraout, Tafrent, etc. Ces formes peuvent être intégrales ou tronquées, féminisées ou diminutives. Elles apparaissent dans toutes les régions d'Algérie : Ifri (Illizi), Frina (Souk Ahras), Aïn Tifrit et Chabet Tifrit (Sidi Bel Abbès), Tifra et Tizi Tifra (Béjaïa), Tifraouane (Jijel), Tafraoui (Oran, Frença), Tafrent (Batna, Constantine, Mascara, Sidi Bel Abbès), Frença (Tiarret), Tifritine (Béjaïa), ou encore Oufrane (Adrar). La densité est particulièrement forte en Kabylie (Tizi Ouzou, Béjaïa), mais ces toponymes se rencontrent dans le Tell, les Hautes Plaines et jusqu'aux régions sahariennes.

Cette répartition géographique témoigne d'une stratification historique : la racine FR a perduré à travers toutes les étapes de peuplement et aux principales transformations linguistiques (romanisation, arabisation, colonisation). Elle se distingue dans le paysage linguistique comme un témoin de la mémoire collective. Dans de nombreuses situations, l'apparition d'un nom de lieu incluant ifri ou tifra correspond à la localisation d'une grotte ou d'un abri préhistorique à proximité. Cela laisse supposer que le terme a été utilisé depuis longtemps pour décrire un élément essentiel pour les communautés : refuge, habitat, lieu de culte (Ifrou : Dieu de la grotte).

La polysémie de la racine est confirmée par le *Dictionnaire des racines berbères* de Kamal Naït-Zerrad, qui répertorie ses attestations dans de nombreuses aires dialectales : Ahaggar, Chaoui, Chenoua, Chleuh, Djerba, Adrar, Figuig, Beni Iznacen, Kabylie, Maroc central, Mzab, Nefoussa, Ouargla, Rif, Beni Snous, Zenaga... Cette ri-

chesse sémantique couvre plusieurs champs lexicaux (animal, végétal, outils, armement), mais dans le cas des toponymes, elle renvoie presque toujours à l'espace et à la désignation d'un relief ou d'un abri.

Ce travail ne se limite pas à une simple collecte de données, il pose également des questions sur la longue durée de la toponymie. Les éléments géographiques (territoires calcaires, cavernes, abris) et les traces archéologiques (artéfacts en pierre, céramiques, restes humains) indiquent que ces emplacements ont été habités depuis le Néolithique, voire depuis l'ibéromaurusien (environ 20 000 ans avant notre époque). Selon Balout (1955), la présence continue des hommes de Mechta-el-Arbi dans la région ibéromaurusienne du littoral et du Tell durant le Néolithique indique une continuité de peuplement. Par conséquent, les noms de lieux basés sur la racine FR peuvent être vus comme des fossiles linguistiques, attestant de l'ancienneté du peuplement et du rôle primordial de la grotte en tant que centre vital pour l'habitat et la survie. Ils servent de véritable indicateur paléo-onomastique.

Afrique, Afrika... Un patrimoine nommé désir

Pour conclure, on pourrait avancer une théorie audacieuse mais logique : la transition d'un nom de lieu (Ifri) à un nom ethnique (Banū Ifran), puis à un nom régional (Ifrikiya) et finalement au nom du continent (Africa) démontre un processus d'attribution de noms en plusieurs étapes. Cette démarche souligne le lien entre les noms de lieux, les noms de peuplement et la généalogie dans les sociétés anciennes. La recherche indique que le terme Afrique pourrait avoir une origine endogène, issu de la production linguistique des populations autochtones du continent, plutôt qu'un simple dérivé du latin.

Si une telle supposition était validée par des études comparatives à large échelle couvrant toute l'Afrique du Nord et le Sahel, cela renforcerait la notion d'une continuité culturelle et historique entre l'époque préhistorique et l'ère historique. Cela pourrait également offrir de nouvelles perspectives sur comment les populations africaines ont désigné leur environnement, établi leurs modes d'habitation dans la langue et transmis ce savoir au fil des siècles et des millénaires.

(*) **Professeur, expert auprès du HCA**

GUERRE D'EXTERMINATION ET PLAN
D'OCCUPATION SIONISTE

700 JOURS D'ENFER IMPUNI À GHAZA

L'Égypte fait savoir qu'elle s'oppose fermement «à toute expulsion de Palestiniens, quel que soit le terme utilisé, qu'il s'agisse d'expulsion forcée ou de migration volontaire».



■ MOURAD SLIMANI

Au 700^e jour de sa guerre génocidaire contre la bande de Ghaza, l'armée sioniste est restée sur le même ignoble modus opérandi. Bombardements aveugles contre les civils et destruction systématique du patrimoine au sol, qu'il soit infrastructurel ou naturel. Une tour d'immeuble situé dans la ville de Ghaza, jusqu'ici miraculeusement épargnée, a vu ses fondations soufflées par un raid hier, entraînant son effondrement complet. L'attaque n'est pas isolée et fait partie d'un plan assumé par l'armée israélienne, selon les menaces proférées hier par le ministre de la défense, annonçant cyniquement que «les portes de l'enfer» venaient de s'ouvrir sur le territoire. Près de deux années pleines de génocide armé, d'assassinats ciblés et d'embargo humanitaire, ne suffisent décidément pas aux sanguinaires sionistes pour réaliser cet «enfer» dont ils menacent les Palestiniens de l'enclave régulièrement. Depuis quelques semaines ces derniers, soumis à la pression quotidienne de la famine et à l'épuisement intégral des moyens de secours pour les malades et les blessés, sont désormais appelés à se faire à l'idée que le territoire ne sera pas débarrassés des forces occupantes même après la fin de la guerre, puisque un plan

d'occupation permanent est désormais officiellement mis en branle par Netanyahu et son gouvernement. L'armée sioniste prétend aujourd'hui contrôler près de 75% de la bande de Ghaza et 40% de la ville chef-lieu éponyme, sur laquelle se concentre désormais la puissance de feu criminelle.

L'offensive en cours s'accompagne de déclarations de Benjamin Netanyahu prévoyant le déplacement forcé de près d'un million de Palestiniens vers le sud de l'enclave, avec de nouveau la menace de les pousser à l'exil via le passage de Rafah frontalier de l'Égypte. Des déclarations qui ont fait réagir le Caire hier. Dans un communiqué de son ministère des Affaires étrangères, l'Égypte fait savoir qu'elle s'oppose fermement «à toute expulsion de Palestiniens, quel que soit le terme utilisé, qu'il s'agisse d'expulsion forcée ou de migration volontaire», ajoutant en substance que le pays ne sera jamais complice de tentative de liquider la cause palestinienne, et que le passage de ne deviendra jamais «une porte d'exode». En arrière plan également, est déterré le délirant fantasme d'une «riviera» sur la bande de Ghaza, débarrassée de ses populations forcées à l'exil, alors que, comble de paradoxe du système international, l'ONU s'apprête à accueillir dans moins d'une semaine,

une Assemblée générale des pays membres qui promet de voir s'élargir les rangs des États reconnaissant officiellement l'État de Palestine.

L'impunité dont continue à jouir l'entité sioniste est la résultante de près de deux années de passivité ou de complicité, et c'est une diplomatie européenne qui le souligne à l'occasion. Le ministre belge des Affaires étrangères, Maxime Prévot, dont le pays vient d'annoncer sa résolution de reconnaître l'État palestinien, accuse en effet l'UE de ne pas être "au rendez-vous de ses responsabilités" dans le cas de la catastrophe humanitaire de Ghaza, ajoutant que la crédibilité de la diplomatie de l'ensemble européen «est en train de s'effondrer» en conséquence. Au même moment, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a de nouveau alerté hier sur la famine dans l'enclave, où 370 personnes sont mortes de faim, dont 300 depuis l'imposition du blocus humanitaire, le 2 mars dernier. Les autorités sanitaires à Ghaza confirment, de leur côté, dans un bilan actualisé que le nombre est porté à 373, dont 134 enfants, avec les trois nouveaux décès dû à la malnutrition, enregistrés durant les dernières vingt-quatre heures.

M. S.

UNICEF : «L'ENFANCE NE PEUT PAS SURVIVRE»

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a averti que "l'enfance ne peut pas survivre" dans la bande de Ghaza, mettant en garde contre une offensive militaire massive de l'occupation sur l'enclave palestinienne.

"Le monde tire la sonnette d'alarme sur la catastrophe que pourrait provoquer une offensive militaire massive à Ghaza, où vivent près d'un million de personnes", a souligné la porte-parole de l'Unicef, Tess Ingram, citée vendredi par l'agence de presse palestinienne, Wafa.

Décrivant la situation qu'elle a observée au cours des neuf derniers jours dans l'enclave palestinienne, M^{me} Ingram a alerté que "ce qui était ini-

maginable n'est pas imminent, mais il est déjà en cours". La responsable onusienne a relevé que "la malnutrition et la famine affaiblissent les corps des enfants, tandis que le déplacement les prive d'abri et de soins, et que les bombardements menacent chacun de leurs mouvements", notant que la famine "est partout où vous posez les yeux dans la ville de Ghaza".

A noter que le bilan de l'agression génocidaire menée par l'occupation sioniste depuis le 7 octobre 2023, s'est alourdi à 64.300 martyrs et 162.005 blessés, ont indiqué hier, les autorités sanitaires palestiniennes.

R. I.

OBSÈQUES DU PÈRE
DE NASSER ZEFZAFI

LE RIF RENOUE AVEC LA PROTESTATION

Les obsèques, jeudi dernier, dans la ville d'al Hoceima au Maroc, du père du leader du mouvement de protestation du Rif, Nasser Zefzafi, ont révélé que le volcan du mécontentement reste prêt à une nouvelle irruption. Le militant qui purge depuis 2019, une peine de réclusion de 20 ans, a été autorisé à rejoindre sa famille pour la circonstance, et a paru plus que jamais déterminé à ne pas renoncer à son combat, même s'il a pris la précaution de surtout appeler à assurer des obsèques dignes à son défunt père.

Une foule nombreuse a assisté à l'enterrement, après une soirée agitée marquée par plusieurs heurts avec la police et la gendarmerie royale, malgré les appels à laisser les obsèques se dérouler sans incidents. Des groupes de jeunes ont ainsi arrosé de pierres des gendarmes déployés dans la localité lors d'échauffourées nocturnes la veille de l'enterrement, comme attesté par plusieurs vidéos tournées sur place. Durant les manifestations improvisées, les slogans du «Hirak» du Rif, qui avait ébranlé le royaume de 2016 à 2017, ont été scandés, avec pour leitmotiv la dénonciation des politiques discriminatoires et anti sociales du Makhzen, une revendication assumée de l'héritage militant du leader nationaliste Abdelkrim al-Khat-tabi. Dans un communiqué publié à l'occasion, le Parti nationaliste rifain a dénoncé le comportement des «forces du Makhzen» envers les manifestants, considérant que c'est «un autre crime ajouté au lourd bilan du régime, qui a pratiqué une politique double, puisqu'il essaie d'une part, de montrer une fausse humanité en permettant au détenu Nasser Zefzafi d'assister aux funérailles de son père, et d'autre part, il continue ses crimes habituels en kidnappant de jeunes Rifains venus présenter leurs condoléances».

Il y a lieu de rappeler que l'étincelle des événements est la mort horrible, le 28 octobre 2016 à Al Hoceima, d'un poissonnier, broyé par une benne à ordures lors même où il tentait de s'opposer à la police qui lui confisquait sa marchandise. Le très large mouvement de protestation qui a suivi a charrié des revendications sociales, politiques et identitaires et débordé sur plusieurs villes et régions marocaines, avant que le Makhzen n'actionne la machine de la répression. Nasser Zefzafi a été arrêté en mai 2017 et condamné pour entre autres, «atteinte à la sécurité de l'État» à 20 ans de réclusion, en avril 2019. Son retour jeudi dans la ville d'al Hoceima constitué sa première apparition depuis. Et il semble bien que celle-ci a ravivé le foyer de protestation dans le Rif.

M. S.

SAHARA OCCIDENTAL MANŒUVRES EUROPÉENNES POUR CONTOURNER LES ARRÊTS DE LA CJUE

Le Centre d'analyse du Sahara occidental (CASO) met en garde l'Union européenne (UE) contre des velléités de contournement des décisions de sa cour de justice (CJUE) déclarant nul et non avenue, deux accords de libre-échange sur la pêche et l'agriculture avec le Maroc en 2019, rapporte l'APS.

Le Centre indique que la Commission européenne a sollicité le Conseil de l'UE sur nouveau mandat de négociation avec le Maroc incluant le Sahara occidental les territoires concernés par des accords commerciaux, en se basant sur un prétendu "consentement présumé" des Sahraouis.

"Une telle approche constituerait un contournement manifeste de la jurisprudence de la CJUE, qui exige un consentement explicite et authentique du peuple sahraoui, représenté par son mouvement reconnu par l'ONU, le Front Polisario", objecte le CASO dans un communiqué. Le communiqué invite à ce propos, à s'inspirer de

l'appel lancé par la délégation espagnole du Parti populaire européen (PPE) soulignant qu'"il appartient désormais aux institutions européennes d'en tirer les conséquences en mettant un terme à une politique de compromis qui, depuis plus de dix ans, expose l'Union à des condamnations judiciaires répétées et fragilise sa crédibilité internationale", ajoute-t-il.

Pour rappel, l'eurodéputée espagnole Carmen Crespo (PPE) a défendu en juillet dernier devant la Commission des pétitions du Parlement européen, l'impératif d'une révision de l'accord commercial UE-Maroc, qui excluait clairement les produits originaires du Sahara occidental de tout accord, en se basant sur l'arrêt de la CJUE du 4 octobre 2024. Celui-ci avait expressément confirmé que le Sahara occidental est un territoire distinct et séparé du Maroc, et qu'aucun accord conclu entre l'UE et le Maroc ne peut y être appliqué.

M. S. et APS

MONDIAL-2026

ALGÉRIE 3 – BOTSWANA 1

LES VERTS SE RAPPROCHENT DE LA QUALIFICATION

L'air était électrique, jeudi soir, au stade Hocine-Aït-Ahmed. La sélection nationale a franchi une étape décisive vers la qualification pour la coupe du monde-2026, en s'imposant sur le score de 3-1 face au Botswana, après un match qui s'est avéré très difficile. Une victoire obtenue à l'arraché, témoignant à la fois du talent offensif et de la capacité d'adaptation tactique des hommes de Vladimir Petkovic, lorsqu'ils sont en situation difficile, comme ce fut le cas, cette fois-ci, lors de cette 7^e journée du groupe G, des éliminatoires de la zone Afrique.

■ MOHAMED-AMINE AZZOUC

Malgré une première mi-temps en demi-teinte (1-1), la résilience des Verts a prévalu. Ils ont su exploiter la vivacité de Mohamed Amine Amoura et le flair clinique de Baghdad Bounedjah, auteur d'un doublé salvateur, pour sceller leur 6^e victoire en sept rencontres. Ce succès porte le total de l'Algérie à 18 points, consolidant ainsi sa première place dans le Groupe G et propulsant l'Algérie, plus que jamais, vers le grand rendez-vous nord-américain (États-Unis, Mexique, Canada). Vladimir Petkovic avait mis en place un schéma offensif audacieux, cherchant à imposer d'emblée un pressing haut et une circulation de balle rapide. Les premières minutes ont été le théâtre d'une domination algérienne claire, notamment via le couloir gauche animé par Bensebaïni.

Une combinaison éclair entre Gouiri, Aouar et Bensebaïni à la 10^e minute a illustré cette intention, mais le ballon, avec une trajectoire légèrement imprécise, a échappé de peu à la conclusion du défenseur, soulignant un léger manque de précision dans le dernier geste. L'ouverture du score est finalement intervenue à la 33^e minute, couronnement d'une action typique des protégés de Vladimir Petkovic. Le latéral gauche Ramy Bensebaïni, en position offensif, a délivré une passe ciselée, traversant les lignes défensives botswanaises, que Mohamed Amine Amoura a convertie avec sa finition habituelle, au prix d'une double détente et d'un joli

coup de tête qui a lobé le portier adverse.

Fragilité défensive

Cependant, la joie fut de courte durée. Juste avant la pause (43^e), le Botswana, jusqu'alors muselé, a su exploiter une faille. Sur un coup de pied arrêté, un point de faiblesse récurrent dans certaines phases de jeu de l'équipe d'Algérie, Kope-lang, laissé sans marquage a surpris l'arrière-garde des Verts pour égaliser.

Ce but a mis en lumière une certaine fébrilité du bloc défensif algérien, peut-être un manque de concentration ou de communication sur cette phase de jeu. La mi-temps, atteinte sur un score de 1-1, offrait à Petkovic l'opportunité de recadrer son équipe.

Les ajustements payants de Petkovic

Au retour des vestiaires, le sélectionneur national a opéré des changements décisifs, injectant du sang neuf et de l'expérience offensive avec les entrées de Benrahma, Belaïli et surtout, Baghdad Bounedjah. Ce coaching audacieux s'est avéré gagnant. L'apport de Bounedjah, connu pour son sens du placement et son réalisme, a été immédiat.

À la 72^e minute, il a redonné l'avantage aux siens, profitant d'une passe décisive inspirée de Mohamed Amine Amoura, qui a su trouver son coéquipier dans l'intervalle. C'était un coup de poignard tactique, démontrant la profondeur du banc algérien.

L'action à laquelle ont participé au départ Atal et Benrahma était



dans sa conception magistrale. Malgré quelques ultimes frissons défensifs, l'Algérie a définitivement scellé sa victoire dans le temps additionnel (90'+6). Belaïli, qui s'est battu pour subtiliser le ballon à un joueur adverse, a trouvé Bounedjah qui, d'une frappe imparable, a assuré les trois points à son équipe.

Un but qui, au-delà du score, a envoyé un message fort sur la dé-

termination des Algériens à ne rien lâcher.

Un Nouveau défi en vue face à la Guinée

Grâce à cette victoire stratégique, la sélection nationale garde la mainmise sur le groupe G et se positionne idéalement pour la qualification au Mondial 2026. Le prochain défi, et non des moindres, sera le déplacement à Casablanca

pour affronter la Guinée lors de la 8^e journée. Un match qui s'annonce crucial pour consolider la première place.

La 8^e journée, prévue entre le 7, 8 et 9 septembre, verra le Mozambique accueillir le Botswana et l'Ouganda affronter la Somalie. L'Algérie aura une occasion en or de creuser l'écart ou de valider définitivement sa qualification.

M.-A. A.

GUINÉE - ALGÉRIE

BENSEBAÏNI ET BOUNEDJAH **SUSPENDUS**

La sélection nationale de football sera privée de deux de ses cadres, lundi, face à la Guinée, dans le cadre de la 8^e journée des éliminatoires du Mondial-2026. Avertis, jeudi, lors du match face au Botswana (3-1), Ramy Bensebaïni et Baghdad Bounedjah seront automatiquement privés du déplacement à Casablanca, dimanche, pour cumul de cartons. Deux mauvaises nouvelles pour le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, qui perd ainsi deux tauliers en prévision d'un match aussi décisif dans la course à la qualification à la Coupe du Monde. Véritables pièces-maîtresses de l'échiquier du Bosniaque, Bensebaïni (74 sélections, 9 buts) et Bounedjah (79 sélections, 34 buts) vont incontestablement manquer aux Verts lors de ce très important Guinée-Algérie.

A. A. A.

DÉCLARATIONS....

RAMOREBOLI MORENA,
SÉLECTIONNEUR DU BOTSWANA :
«L'EXPÉRIENCE
A PARLÉ»

«Toutes mes félicitations à l'Algérie pour sa victoire. Nous avons mis en place une tactique qui, avec un peu de réussite, aurait pu nous permettre de créer la surprise. Pendant la quasi-totalité du match, nous avons réussi à gêner cette excellente équipe d'Algérie, forte de ses joueurs évoluant dans de grands clubs européens. Je crois sincèrement que l'équipe la plus expérimentée l'a emporté. Je leur souhaite bonne continuation. Mon équipe est jeune, et nous allons continuer à travailler sans relâche»

M.-A. A.



VLADIMIR PETKOVIC :

«UNE VICTOIRE FRUIT DE L'EFFORT COLLECTIF»

«Nous avons affronté un adversaire coriace, qui nous a poussés dans nos retranchements. Ce fut un match difficile contre le Botswana, où nous avons dû cravacher pour arracher la victoire. Nous avons pourtant bien commencé, avec un bon rythme après l'ouverture du score. Notre objectif était d'épuiser l'adversaire, mais leur égalisation a rebattu les cartes. Le Botswana a montré une excellente défense, avec un bloc bas très compact. Il est vrai que nous sommes dans une période où tous les joueurs ne peuvent pas être au sommet de leur forme, mais l'essentiel est d'être restés unis et concentrés jusqu'au bout pour décrocher cette victoire très importante. Nous devons maintenant analyser les difficultés rencontrées et bien récupérer pour le prochain défi majeur : la Guinée, un match qui s'annonce tout aussi important et ardu»

M.-A. A.



VIE RELIGIEUSE	
Samedi 13 Rabi el Aouel 1447 correspondant au 6 Septembre 2025	
- Dohr.....	12h47
- Asr.....	16h23
Maghreb.....	19h12
- Icha.....	20h33
Dimanche 14 Rabi el Aouel 1447 correspondant au 7 Septembre 2025	
- Fedjr.....	04h55
- Echourouk...	06h24

SIRA DU PROPHÈTE LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DÉCIDE L'ORGANISATION D'UN CONCOURS INTERNATIONAL



Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé, hier dans un communiqué, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'organiser un concours international sur la Sira du Prophète (QSSSL), intitulé «Prix d'Algérie pour la Sira du Prophète Mohammed (QSSSL)». «À l'occasion de la célébration d'El-Maoulid Ennabaoui Echarif, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs annonce la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'organiser un concours international sur la Sira du Prophète (QSSSL), intitulé "Prix d'Algérie pour la Sira du Prophète Mohammed (QSSSL)", lit-on dans le communiqué.

DONG GUANGLI, AMBASSADEUR DE CHINE À ALGER : « L'AMITIÉ SINO-ALGÉRIENNE EST SOLIDE »

Mercredi 3 septembre, au siège de l'ambassade de Chine à Alger, DONG Guangli, ambassadeur de Chine en Algérie, a prononcé une allocution solennelle, pour commémorer le 80^e anniversaire de la victoire de la Guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise et de la Seconde Guerre mondiale, rappelant l'héroïsme historique du peuple chinois et la solidité des relations sino-algériennes. DONG Guangli a souligné que la Chine a célébré cette date historique par un grand rassemblement à Beijing, où le Président Xi Jinping a prononcé un discours et passé en revue les troupes, lors d'un défilé militaire. Tout en mettant en avant des armements chinois de nouvelle génération, ainsi que la nouvelle configuration des forces de l'armée, en présence de chefs

d'État et de représentants d'organisations internationales. L'ambassadeur a ensuite souligné l'héroïsme du peuple chinois entre 1931 et 1945, au cours de 14 années de lutte et de plus de 200.000 batailles, avec plus de 35 millions de victimes et des pertes économiques directes et indirectes dépassant 600 milliards de dollars. L'ambassadeur a établi un parallèle avec les défis contemporains, notant que le monde connaît des changements rapides et se retrouve confronté à la résurgence de mentalités de guerre froide, à la loi du plus fort et à la confrontation des blocs. «Revivre l'histoire, ce n'est pas pour perpétuer la haine. On se souvient d'où l'on vient pour mieux avancer. La Chine et l'Algérie ont tous deux souffert de



l'agression, de l'oppression et de la colonisation, et les deux peuples ont écrit les épopées glorieuses de libération nationale avec leur sang et leur vie. Dans le contexte de la nouvelle ère, on peut choisir de pardonner, mais jamais d'oublier. La Chine et l'Algérie, nous avons la responsabilité et le devoir

d'utiliser le miroir de l'histoire, pour mieux éclairer le présent et l'avenir.» Et d'ajouter que «nous devons faire rayonner le grand esprit révolutionnaire». Enfin, il a insisté sur le fait que l'esprit révolutionnaire doit se transformer en actions concrètes. Les 67 années de relations diplomatiques entre la Chine et l'Algérie témoignent d'un soutien mutuel durable et d'une coopération pragmatique. L'ambassadeur a appelé à poursuivre des initiatives conjointes dans les domaines du développement mondial, de la sécurité, de la gouvernance et de la construction de la Ceinture et la Route, afin de contribuer à un ordre international plus équitable et à une communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

Samia Boulahlib

IMPORTATION DE 10 000 BUS L'OPÉRATION, SERA FINALISÉE D'ICI FÉVRIER 2026

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, jeudi, que l'opération d'importation de 10.000 bus, décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sera entièrement finalisée d'ici février prochain. Ce programme, a-t-il affirmé, marque une étape essentielle dans la modernisation du réseau national de transport public. La réception de ces bus permettra d'«entamer ensuite la deuxième phase du renouvellement du parc, en s'appuyant sur les capacités nationales», a-t-il affirmé. Le ministre a souligné également que 4.680 bus viendront remplacer ceux dépassant 30 ans, tandis que 5.320 autres seront affectés en remplacement partiel des bus ayant entre 20 et 30 ans de service. «Nous avons procédé à un recensement exhaustif et à une sélection rigoureuse des catégories de bus, afin de répondre aux besoins en matière de transport urbain, suburbain, inter-wilayas et rural», a-t-il déclaré. Dans une déclaration accordée à *El Moudjahid*, Sayoud a insisté sur l'importance du «cahier des charges, actuellement en cours d'élaboration», qui fixe les critères techniques et qualitatifs des nouveaux bus importés. «L'importation constitue une première étape, en attendant l'entrée en service des usines nationales de fabrication, y compris celles relevant du ministère de la Défense nationale», a-t-il expliqué. Il a également rappelé que son département travaille activement à l'ouverture de nouvelles lignes aériennes directes vers plusieurs pays africains, tout en renforçant le transport maritime.

S. B.

LE PRÉSIDENT DU HCI REÇOIT L'AMBASSADEUR D'IRAN EN ALGÉRIE

Le président du Haut Conseil islamique, Mabrouk Zaïd El-Kheir, a reçu, jeudi, l'ambassadeur de la République islamique d'Iran en Algérie, Mohammad Reza Babaie, a indiqué un communiqué du HCA. À cette occasion, les deux parties ont souligné l'importance de l'échange d'expertises entre scientifiques et chercheurs des deux pays, et la nécessité de soutenir le dialogue intellectuel entre les institutions religieuses officielles au service de



l'unité islamique, a précisé le communiqué. Les deux parties ont

également abordé nombre de questions d'intérêt commun.

DEMANDES DE MUTATION DES ENSEIGNANTS ET RECRUTEMENT DES CONTRACTUELS

LES PRÉCISIONS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Le ministère de l'Éducation nationale informe les enseignants titulaires des trois cycles (primaire, moyen et secondaire), dont les demandes de mutation inter-wilayas au titre de l'année scolaire 2025-2026 n'ont pas abouti, que les postes budgétaires libérés au terme des procédures d'affectation des enseignants dont les demandes ont été acceptées seront pourvus intégralement et sans exception afin de satisfaire un maximum de demandes, avant de recourir au recrutement d'enseignants contractuels. «Les enseignants pourront connaître les résultats sur leurs comptes personnels sur l'espace qui leur est dédié sur le système d'information du secteur de l'éducation nationale, et ce, à partir de demain, 7 septembre, via le lien : «<https://ostad.education.dz>».

ÉDITORIAL

Si, pour certains, Alger est pendant une semaine la capitale africaine des affaires, dans le cadre de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), cet évènement offre indéniablement une occasion de palper les potentialités du continent et aussi une rampe de lancement du renouveau africain. Les espoirs des pères fondateurs du panafricanisme, de parvenir à une intégration continentale poussée, trouvent dans la rencontre d'Alger, un terreau idoine, d'autant que les pays membres de l'Union africaine sont unanimes à souligner que les richesses du continent doivent bénéficier aux Africains, avec, notamment, des projets structurants et une interaction économique entre les pays africains, pour un développement soutenu et harmonieux. C'est la condition sine qua non, pour venir à bout de certains fléaux qui entravent cette vision commune, comme l'instabilité des institutions, le volet sécuritaire, notamment dans la bande du Sahel, le crime organisé et l'immigration clandestine. «Pas de paix

LA CROISSANCE INTRA-AFRICAINE

sans le développement.» Une équation que l'Algérie expose à chaque occasion. La 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine représente une étape cruciale, pour atteindre les objectifs de développement tracés et contenus dans l'agenda 2063, c'est-à-dire une vision stratégique pour transformer le continent, d'ici cet horizon, en une Afrique pacifique, prospère et intégrée. Il comprend sept aspirations pour le continent, comme une Afrique prospère, intégrée et pacifique, et des plans décennaux pour sa mise en œuvre, tels que le second plan décennal axé sur la connectivité physique, la sécurité alimentaire, la transition énergétique et l'innovation. Des axes que l'Algérie a toujours hissés en haut de ses priorités. À l'heure où la reconfiguration d'un nouvel ordre mondial est bien entamée, le devoir historique des dirigeants africains et de réussir le pari de mettre sur orbite un ensemble économique puissant détenteur de

richesses inestimables tant humaines que naturelles. Réussir ou disparaître, agir ou devenir victime d'un ordre économique mondial sans état d'âme. À cet égard, l'appel de l'Algérie à activer le fonctionnement effectif de la ZLECAf et dont l'accord a été signé par tous les pays africains, émane d'une conviction profonde et bien fondée qui est celle de renforcer la position commerciale de l'Afrique sur le marché mondial. Accélérer de manière significative la croissance du commerce intra-africain et l'utiliser plus efficacement en tant que moteur de croissance et du développement, redonnera un autre statut au continent qui, d'un simple grenier à matières premières pour les industries occidentales et les multinationales, se placera en acteur de poids sur la balance des négociations commerciales et géopolitiques. Avec son potentiel, ses richesses et de la volonté politique, l'Afrique ne peut jouer que les premiers rôles.

El Moudjahid